

ASSILASSIME Solidarité

SDF, LOI N° 2011-009 du 12/05/2011
Agrément N° 366/MEF/SG/CAS-IMEC



RAPPORT ANNUEL
D'ACTIVITÉS **2020**

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ACRONYMES	4
PREMIERE PARTIE : ACTIVITES DE L'INSTITUTION	6
I- Présentation d'Assilassimé	8
1.1. Vision d'Assilassimé	8
1.2. Mission d'Assilassimé	8
1.3. Environnement socio-économique	9
1.4. La pandémie de la COVID-19 et son impact sur l'économie togolaise	9
II- Produits et services offerts (Services financiers, services non financiers)	10
2.1. Les produits non financiers	10
2.1.1. Des formations adaptées aux besoins des bénéficiaires	10
2.1.1.1. Les thèmes de formation	10
2.1.1.1.1. Les thématiques sur les fondamentaux	10
2.1.1.1.2. Les thématiques économiques	11
2.1.1.1.3. Les thématiques sanitaires, sociales, environnementales	11
2.2. Les produits financiers	11
2.2.1. Le produit d'épargne	11
2.2.2. Les produits de crédit	11
2.2.2.1. Le crédit Aménovi	12
2.2.2.2. Le crédit Miwoè	12
2.2.2.3. Le crédit Coup de pouce	12
2.2.2.4. Le crédit Mavo (crédit individuel)	12
2.2.2.5. Le crédit Agricole	12
2.2.2.6. Crédit Jeune entrepreneur	13
2.2.2.7. Crédit stockage	13
III- Innovations en cours concernant les services financiers	13
IV- Analyse de la situation financière	13
4.1. Analyse des soldes caractéristiques de gestion	13
4.2. Situation patrimoniale	16
4.2.1. Analyse des éléments d'actif	16
4.2.2. Analyse des éléments du passif	18
4.3. Gestion budgétaire	21
V- Gestion des opérations	25
5.1. Situation des chiffres clés du service des opérations au 31/12/2020	25
5.2. Activité de crédits et analyse du portefeuille	26
5.2.1. Evolution de l'encours de crédit	26
5.2.2. Qualité du portefeuille de crédit	27
5.2.3. Evolution des emprunteurs actifs	28
5.2.4. Evolution du taux de fidélisation	28
5.3. Evolution des épargnes	29
5.4. Les changements intervenus	29
5.5. Gestion de la performance sociale	29

5.6. Enquêtes et études	30
VI- Gestion administrative et Ressources Humaines	33
6.1. Gestion administrative	33
6.2. Gestion des Ressources Humaines	33
VII- Audit interne	35
7.1. Le suivi des recommandations des audits internes et externes	36
7.2. Dispositions internes de LBC-FT	37
7.2.1. Organisation de la Cellule LBC-FT	37
7.2.2. Actions menées	37
7.2.2.1. Sensibilisation des caissiers d'Anié et d'Amlamé	38
7.2.2.2. Contrôle de mise en œuvre des dispositifs internes de LBC-FT	38
7.2.3. Résultats obtenus	38
7.2.4. Perspectives pour l'année 2021	39
7.2.5. Relation avec les autorités de tutelle et le partenaire chargé de l'Audit Externe	39
VIII- Difficultés rencontrées	40
IX- Perspectives	40
DEUXIEME PARTIE : ANNEXES	42
1) STATISTIQUES DES DONNEES D'ASSILASSIME	44
2) DONNEES GENERALES	46
3) DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS	47
4) DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE)	48
5) DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES	51
6) AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	53
7) OPERATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	55
8) FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES	55
9) PERFORMANCES FINANCIERES	55
10) BILAN VERSION DEVELOPPEE	56
11) COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE	60
12) TABLEAU DES RESSOURCES AFFECTEES	67
13) ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS	68
14) ETAT D'AFFECTATION DU RESULTAT	69

SIGLES ET ACRONYMES

ADA	Appui au Développement Autonome
AG	Assemblée Générale
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGR	Activité Génératrice de revenu
BCEAO	Banque Centrale de l’Afrique de l’Ouest
BNCE	Bureau National Catholique de l’Enfance
CA	Conseil d’Administration
CAS-IMEC	Cellule d’Appui et de Suivi des Institutions Mutualistes ou Coopérative d’épargne et de Crédit
CBM	Christian Blind Mission
CEFAPE	Centre d’étude et formation en apprentissage et pratique enseignante
CNT/EPT	Coalition Nationale Togolaise pour l’Education Pour Tous
FCFA	Franc de la Communauté Financière en Afrique
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CoPil	Comité de Pilotage
DAV	Dépôt à vue
DBN	Don Boule de Neige
EdM	Entrepreneurs du Monde
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FETAPH	Fédération Togolaise des Associations de Personnes Handicapées
LBC-FT	Lutte Contre blanchement des capitaux et le Financement du Terrorisme
MAIN	Microfinance African Institutions Network
MFS	Microfinance Solidaire
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Brut
PME	Petite ou moyenne entreprise
PPC	Public Power Corporation
PSM	Personne Sourde et Malentendante
SFD	Système Financier Décentralisé
SIDI	Solidarité Internationale pour le Développement et l’Investissement
SIG	Système d’Information et de Gestion
SPI	Social Performance Indicator
SPTF	Social Performance Task Force
TPE	Terminal de Paiement Electronique
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VIH	Virus de l’immunodéficience Humaine
WPF	Woles Planet Fundation





1^{ère}

Partie

**ACTIVITES
DE L'INSTITUTION**

I- Présentation d'Assilassimé

Assilassimé Solidarité est créée sous la forme juridique « Association loi 1901 » de droit togolais sous le récépissé n°1537/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA du 28.12.2012.

Son siège social est établi à Lomé au Togo. Son Assemblée Générale Constitutive s'est tenue à Lomé le 14 août 2012. Elle a obtenu l'agrément autorisant l'exercice de l'activité de microfinance, agrément de crédit direct sous le numéro n°173/MEFPD/SG/CAS-IMEC délivré par le Ministère de l'Économie et des Finances togolais. Pour répondre aux besoins de ses bénéficiaires en termes d'épargne, Assilassimé Solidarité a soumis auprès des autorités compétentes une demande d'autorisation de collecte d'épargne ; cet agrément a été obtenu en décembre 2019 sous le numéro 366/MEF/SG/CAS-IMEC.

Assilassimé Solidarité cible les personnes exclues de l'offre classique de microfinance. Elle porte une attention particulière aux couches vulnérables telles que les personnes vivant avec le VIH, les personnes en situation de handicap, les femmes veuves, les portefaix... et développe pour ce faire une méthodologie très spécifique alliant services financiers (crédit, éducation financière ...) et socio-économiques (formations, conseil à la gestion d'activités génératrices de revenu).

Assilassimé Solidarité est promue par l'ONG Entrepreneurs du Monde, une association de droit français, créée en 1998 suivant le récépissé N°2400 du 19 juin 1998. Son siège social est établi à Vaulx-en-Velin (France) et ses domaines d'actions sont la microfinance sociale, l'accès à l'énergie et l'appui aux très petites entreprises. Au Togo, Entrepreneurs du Monde est enregistrée au niveau du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, en tant que représentation d'association étrangère sous le récépissé N°51, adopté le 1^{er} juin 2012.

Assilassimé Solidarité a une démarche d'épargne et de crédit permettant aux plus démunis d'accéder à leur premier crédit sans garantie ni caution préalable. Le fondement de sa méthodologie de groupe à responsabilité individuelle, nommée « Aménovi », implique le développement d'offres de services à destination des plus démunies pour leur permettre une véritable inclusion financière à travers *l'accès de tous bénéficiaires à leur tout premier crédit, sans caution solidaire ni garantie financière.*

1.1. Vision d'Assilassimé

La vision fait référence à un idéal ou un « rêve » que le SFD poursuit et voudrait voir accomplir. La vision d'Assilassimé Solidarité s'énonce comme suit : « *permettre à toute personne désireuse d'entreprendre de pouvoir accomplir son rêve pour qu'elle et sa famille s'affranchissent durablement de la pauvreté* ».

1.2. Mission d'Assilassimé

La mission est le but ultime de l'entreprise puisque c'est la raison pour laquelle elle est créée. Un SFD poursuit à la fois une mission sociale (proposer des services financiers, épargne et crédit, aux exclus du système bancaire) et une mission économique (dégager suffisamment de marge pour être rentable et pérenne). Assilassimé Solidarité décline sa mission comme suit : « *offrir un accès durable à des services de microfinance sociale adaptés pour les personnes vulnérables, ayant un accès limité aux institutions financières classiques pour leur permettre de mener des activités génératrices de revenus et d'améliorer leurs conditions de vie* ».

La vocation d'Assilassimé Solidarité est en premier lieu orientée sur l'accès au crédit productif et à des services socio-économiques connexes (formation sur des thèmes économiques, agricoles, sociaux et de santé, écoutes individuelles, référencement social).

Au 31 décembre 2020, Assilassimé Solidarité dispose en plus du siège social, 9 agences dont 7 dans le grand Lomé (Adidogomé, Tokoin, Agoè, Baguida, Vakpossito, Kégué et Sanguéra). Les 2 agences de l'intérieur du pays se trouvent à Amlamé et à Anié.

1.3. Environnement socio-économique

Le Togo a commencé à engranger les bénéfices des réformes mises en œuvre tant au niveau de l'assainissement du cadre macroéconomique qu'au niveau de l'amélioration du climat des affaires. La croissance s'est accélérée en 2019 et l'inflation est restée modérée, reflétant à la fois une baisse de la demande interne et une baisse tendancielle des prix internationaux du pétrole brut. La politique budgétaire est prudente, orientée vers la maîtrise de la dépense, la mobilisation des ressources domestiques et une stratégie d'endettement donnant la priorité aux prêts concessionnels. Les réformes structurelles ne sont pas en reste, mettant l'accent aussi bien sur la réduction des monopoles dans le secteur de l'économie numérique, le renforcement de la viabilité financière et de la qualité des infrastructures dans le secteur de l'énergie, que sur l'amélioration du climat des affaires.

Si l'année 2019 a consacré l'affermissement du cadre macroéconomique, les perspectives pour 2020 se voient assombries par la pandémie de la COVID-19. La reprise observée en 2018 s'est confirmée, l'inflation est restée modérée et le déficit budgétaire s'est stabilisé en deçà des normes prescrites par les critères de convergence de l'UEMOA. Toutefois la pandémie de la COVID-19 pourrait freiner cet élan en dépit des politiques implémentées pour faire face à la crise.

Malgré une conjoncture mondiale défavorable, marquée par une cristallisation des tensions commerciales et la persistance de la menace sécuritaire, l'économie togolaise a maintenu sa dynamique de croissance en 2019. La croissance du PIB s'est accélérée, passant de 4,9 % en 2018 à 5,3 % en 2019, aidée par une accélération des investissements publics et l'expansion des secteurs industriel et agricole. Toutefois, elle reste légèrement en deçà de son niveau potentiel et substantiellement plus faible que la moyenne des pays de la zone UEMOA. L'inflation est restée modérée, principalement du fait de la réduction des prix de produits alimentaires et de la communication ainsi que la baisse des prix internationaux de pétrole.

La politique budgétaire est restée prudente et la dette a poursuivi une trajectoire décroissante. Dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) signée avec le FMI en 2016, le Togo a réussi à réduire son déficit budgétaire global de 8,1 % du PIB entre 2016 et 2017. Malgré un assouplissement de la consolidation budgétaire au cours des deux dernières années, le déficit budgétaire s'est établi à 1,1 % en 2019 en phase avec les critères de convergence de l'UEMOA. La dette publique (incluant celle des entreprises publiques) est passée de 81,4 % du PIB en 2016 à 70,9 % du PIB en 2019, reflétant l'action combinée de la baisse du déficit et de l'expansion de l'activité économique.

Le solde extérieur s'est détérioré légèrement mais reste relativement bas. Après une réduction substantielle observée entre 2016 et 2017, le solde extérieur s'est marginalement détérioré en 2019, s'établissant à 4,3- % du PIB contre 3,5 % du PIB en 2018. Cette situation reflète principalement un niveau d'exportations inférieur aux anticipations et l'augmentation sensible des importations des biens d'équipement.

1.4. La pandémie de la COVID-19 et son impact sur l'économie togolaise

La pandémie de la COVID-19 aura des conséquences négatives importantes pour le Togo, petite économie ouverte et plaque tournante régionale des transports. Alors que le Togo pourrait bénéficier de la baisse des prix du pétrole, la baisse des exportations devrait être plus importante, reflétant la faible demande des partenaires commerciaux et la faible croissance mondiale.

Du fait de son ouverture au commerce international, le Togo souffre d'une baisse des échanges et d'une croissance plus faible chez ses principaux partenaires commerciaux. La baisse projetée de la croissance mondiale réduit la demande d'exportations du Togo et les investissements étrangers directs connexes. La perturbation des chaînes de valeur mondiales a pesé sur la capacité des importateurs togolais à approvisionner le marché intérieur, entraînant très probablement une inflation des produits importés. Par ailleurs, l'activité économique du port de Lomé, principal moteur de croissance, sera fortement freinée.

A cause de la pandémie, les PME au Togo souffrent d'un choc de demande qui limite les revenus des

entreprises. Cela vient de la baisse de la demande extérieure qui a une incidence sur les exportations / réexportations ainsi que de la baisse de la demande intérieure qui a une incidence sur leurs ventes de base et entrave la capacité des entreprises exportatrices à se tourner vers le marché local lorsque cela est possible à mesure que la demande extérieure baisse. De plus, les blocages frontaliers limitent le processus d'exportation / importation.

¹L'impact de l'épidémie de la COVID-19 sur les perspectives de croissance est considérable. Selon le scénario de référence, la croissance économique devrait retomber à 1,0% (-1,5% en termes par habitant) en 2020, sensiblement en deçà de la croissance potentielle du PIB estimée à 5,6%.

Du côté de l'offre, la faible croissance reflète l'impact négatif de la COVID-19 sur tous les secteurs, surtout sur le secteur des services. La croissance réelle du secteur des services ne devrait augmenter que de 1,1 %, contre 6,0 % dans le scénario pré-COVID. Cela est principalement dû aux effets négatifs des restrictions de voyage et des fermetures de frontières sur le tourisme, les activités portuaires et aéroportuaires et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement dans le secteur de la vente de détail. Du côté de la demande, les performances de croissance reflètent une baisse de 3,1% de la consommation privée due à l'incapacité des gens à aller travailler et à gagner un salaire. La baisse de la consommation s'explique en partie par un regain des tensions inflationnistes sur le premier trimestre 2020. L'inflation était à 1,2% (en glissement annuel) en mai 2020 contre -1,1% en mai 2019. L'investissement privé devrait également chuter de 16,0% du fait d'une baisse de confiance des investisseurs dans un climat d'incertitude accrue.

II- Produits et services offerts (Services financiers, services non financiers)

Assilassimé Solidarité, propose à ses bénéficiaires, une gamme variée de produits financiers et non financiers.

2.1. Les produits non financiers

La vision sociale d'Assilassimé Solidarité se traduit à travers deux services socio-économiques majeurs permettant d'accompagner durablement et de manière adaptée les bénéficiaires et d'assurer ainsi sa mission sociale :

- Un service de formation adapté aux besoins et demandes des bénéficiaires ;
- Un accompagnement social des personnes les plus vulnérables.

2.1.1. Des formations adaptées aux besoins des bénéficiaires

2.1.1.1. Les thèmes de formation

Assilassimé Solidarité forme tous ses bénéficiaires sur les thématiques fondamentales pour le bon fonctionnement de la méthodologie Aménovi ainsi que sur des thématiques économiques, sanitaires, sociales et environnementales.

2.1.1.1.1. Les thématiques sur les fondamentaux

Tout nouveau groupe est tenu de suivre six sensibilisations initiales précédant l'octroi des crédits. Ces modules permettent d'assurer la compréhension et l'adhésion des bénéficiaires à la méthodologie Aménovi. Ils permettent également de fournir aux bénéficiaires les conseils clés leur permettant d'assurer les remboursements et d'éviter le surendettement. Ces six sensibilisations initiales sont les suivantes :

- Module 1 : La méthodologie Aménovi
- Module 2 : L'importance de l'épargne régulière
- Module 3 : Rôle et responsabilité des membres du bureau
- Module 4 : Accès et gestion d'un fonds de crédit

1 <https://www.banquemonddiale.org/fr/country/togo>

- Module 5 : Contrat de prêt et lecture de l'échéancier de remboursement
- Module 6 : Droits et devoirs du bénéficiaire

Suite à ces premières formations et à l'octroi des premiers crédits, Assilassimé Solidarité met en place d'autres actions de formation et de renforcement des compétences, deux fois par mois aux heures des réunions, sur des thématiques économiques, agricole, sociales et sanitaires. Tous les nouveaux groupes constitués en 2020 ont été formés au kit des sensibilisations initiales.

2.1.1.1.2. Les thématiques économiques

Face à la situation de la crise sanitaire COVID 19 et en vue de répondre aux besoins des bénéficiaires qui ont été impacté par la crise afin de les accompagner au mieux, les formations prévues dans le plan de formation ont été réadaptées suivant des thématiques économiques et des sensibilisations sur les mesures barrières telles que :

- La sensibilisation sur les mesures barrières
- Méthodologie Aménovi
- Importance de l'épargne régulière
- Rôle et responsabilité des membres du bureau
- Accès et gestion d'un fonds de crédits
- Contrat de prêt et lecture de l'échéancier de remboursement
- Droit des bénéficiaires

2.1.1.1.3. Les thématiques sanitaires, sociales, environnementales

Il était plus question de sensibiliser les bénéficiaires sur les mesures barrières mises en place par le gouvernement togolais face à la COVID. En plus des nouveaux modules développés in extrémis, Assilassimé a trouvé important de maintenir les thématiques sanitaires, sociales, environnementales. La majorité des bénéficiaires ciblés se trouve dans des situations sociales complexes qui peuvent parfois entraver leur capacité de gestion des activités. Afin d'assurer un accompagnement complet de ces personnes vulnérables et de réduire les risques de mauvaise gestion des activités, Assilassimé Solidarité leur apporte des connaissances sur des thématiques sanitaires, sociales et environnementales leur permettant d'anticiper ces difficultés et de savoir les gérer correctement le cas échéant, à travers des thèmes comme :

Les cérémonies ruineuses, la planification familiale, les droits des femmes, la dépigmentation, conseils de grossesse et allaitement maternel, éducation des enfants, prévention du paludisme, le travail des enfants, le VIH et les IST, prévention et vaccins, les dangers de l'automédication, la méningite, précarité énergétique, le lavage des mains, relation mari/femme, prévention et traitement de l'hépatite, nutrition, découverte de la plante Artemisia, prévention de l'hypertension artérielle, la vie en société, l'hygiène corporelle, la scolarisation des enfants, parler de sexualité avec ses enfants, importance des pièces d'état civil etc.

2.2. Les produits financiers

Assilassimé Solidarité propose aussi à ses bénéficiaires, une gamme diverse de produits financiers.

2.2.1. Le produit d'épargne

Les dépôts à vue : Il est destiné aux bénéficiaires personnes physiques d'Assilassimé Solidarité, ainsi qu'aux groupes constitués de bénéficiaires d'Assilassimé Solidarité qui peuvent ouvrir un compte au nom de leur groupe. C'est un compte d'épargne à vue qui permet au bénéficiaire de faire des dépôts et des retraits à tout moment qu'il le souhaite.

2.2.2. Les produits de crédit

Assilassimé Solidarité offre 06 (six) types de crédits destinés aux bénéficiaires pour la création ou le développement de leurs AGR.

2.2.2.1. Le crédit Aménovi

Dans la méthodologie de groupe à responsabilité individuelle (Aménovi), les groupes sont composés de 25 à 40 membres. Le crédit Aménovi est un crédit dont le montant et la durée sont adaptés à chaque demandeur, mais dont le remboursement se fait lors d'une réunion de groupe. Il n'y a pas de caution solidaire mais le groupe a un rôle de pression à jouer en cas de non-remboursement d'un de ses membres. Il s'agit d'un crédit productif. Il est accordé pour une durée minimum de 2 mois et un maximum de 12 mois. Pour les premiers prêts, la durée maximum est de 6 mois. Le montant minimum est de 25 000 FCFA et de 3 millions au maximum. Pour les premiers prêts, le maximum est de 150.000F CFA. Son taux d'intérêt est de 1.5% mensuel dégressif. Les frais de gestion sont de 1.45% du montant du crédit accordé.

2.2.2.2. Le crédit Miwoè

Il est destiné à tout bénéficiaire qui est à son deuxième cycle de crédit. Le crédit Miwoè présente les mêmes conditions de taux de montant et de durée que le crédit Aménovi mais l'objet du crédit diffère. En effet, le crédit Miwoè est à la fois un crédit productif et un crédit de consommation. Une partie du crédit est utilisée pour l'achat de produits à forte efficacité énergétique, et permettant aux ménages de réduire leurs dépenses quotidiennes. Ces produits sont fournis par le partenaire d'Assilassimé Solidarité Mivo Énergie et comprennent des lampes solaires et des foyers à gaz améliorés. En plus des conditions s'appliquant au crédit Aménovi, l'octroi des crédits Miwoè répond aux conditions suivantes :

- ☐ le montant du crédit affecté à l'achat d'un produit Mivo Énergie ne doit pas représenter plus de 50% du montant du crédit.
- ☐ le crédit Miwoè porte uniquement sur l'achat au maximum, de deux produits identiques de chaque type (deux foyers, deux lampes solaires, etc.) par crédit.

Les frais de gestion sont de 1.45% du montant du crédit accordé.

2.2.2.3. Le crédit Coup de pouce

Le crédit Coup de pouce est un crédit ayant un impact social direct. Ce crédit est destiné aux personnes particulièrement vulnérables pour leur permettre de poser la première pierre d'une AGR encore à l'étape d'idée. Le montant de ce crédit varie entre 5.000 FCFA et 20.000 FCFA. Il est accordé pour une durée qui varie entre 3 mois et 6 mois au maximum. Son taux d'intérêt est de 0%. Ce type de crédit ne requiert aucune garantie en termes de dépôt et ne comporte pas de frais de gestion.

2.2.2.4. Le crédit Mavo (crédit individuel)

C'est un crédit individuel destiné aux bénéficiaires en phase de maturité après un parcours jugé fidèle à la méthodologie (un maximum de 3 absences justifiées au cours de son dernier cycle de crédit) que propose Assilassimé. C'est un crédit productif qui est destiné aux bénéficiaires ayant au minimum 5 cycles de crédit chez Assilassimé. Le montant minimum est de 500.000 FCFA et un maximum de 5.000.000 FCFA au taux d'intérêt de 1,5% dégressif mensuel. Chaque bénéficiaire sollicitant ce type de crédit doit souscrire une assurance de 0.58% du montant du crédit accordé pour des crédits supérieurs à 1,5 Millions de FCFA.

2.2.2.5. Le crédit Agricole

Le crédit agricole est un crédit mise en place au second semestre de l'année 2018. Il est offert aux producteurs agricoles en vue du développement de leurs activités agricoles ; l'embouche, l'élevage et tout type d'activité agricole (maraîchage, pépinière, céréale, coton...), hormis le financement de la mise en place d'une plantation pérenne. En attendant l'extension de ce type de crédit dans d'autres localité, il est pour le moment déployé dans la localité d'Amlamé et ses environnants. Ce crédit offre un montant minimum de 25 000 FCFA, un montant maximum de 150 000 FCFA au premier cycle et un plafond de 3.000.000 FCFA après des crédits successifs au taux d'intérêt de 1,5 % dégressif mensuel.

2.2.2.6. Crédit Jeune entrepreneur

Ce crédit individuel s'adresse exclusivement aux jeunes entrepreneurs ou entrepreneuses désireux de se lancer dans une activité entrepreneuriale. Il faut avoir :

- Un projet mature et une implication du porteur de projet dans le programme Miawodo ;
- Un besoin financier de 500 000FCFA à 2 000 000FCFA pour un 1er prêt pour financer l'activité en création/développement accompagnée par Miawodo ;
- Un chiffre d'affaires 200 000FCFA par mois (perspective à 6 mois en cas de création) ;
- Une idée claire sur la destination du crédit (investissement productif en priorité) et

Être un porteur de projet qui exerce ou réside dans une des zones d'intervention d'Assilassimé.

2.2.2.7. Crédit stockage

Il est offert à tout bénéficiaire qui est à son deuxième cycle de crédit. Pour bénéficier de ce crédit, il faut être un membre assidu d'un groupe de bénéficiaires, ne pas avoir de mauvais antécédents de crédits, être de bonne moralité, assister aux réunions de groupe bimensuelles pour suivre des formations et faire des opérations financières, exercer une seconde AGR, participer aux séances de formation sur les techniques de stockage des produits, résider dans les zones d'intervention d'Assilassimé Solidarité. Le montant minimum est 150 000 FCFA et maximum 3000 000 FCFA. Pour le premier crédit stockage le montant minimum est de 500 000 FCFA et maximum 5 000 000 FCFA. Les durées de remboursement varient suivant le type de produit à stocker. Ainsi, le crédit pour le maïs a une durée de 3 à 8 mois, le haricot : de 4 à 10 mois. Les crédits sont souvent décaissés entre octobre-décembre pour le maïs et Novembre-janvier pour le haricot. La périodicité de remboursement bimensuelle ou in fine mais au plus tard fin juin pour le maïs et fin août pour le haricot. Le taux d'intérêt est 1,5% / mois dégressif et les frais de dossiers s'élèvent à 1,45 % du montant du crédit.

III- Innovations en cours concernant les services financiers

La croissance du portefeuille de crédit, la crise sanitaire de la COVID 19 et certains besoins sans cesse évolutifs des bénéficiaires ont amené Assilassimé à opérer des innovations en vue d'améliorer les services proposés.

Parmi ces innovations, il y a :

- La digitalisation des opérations de collecte des remboursements et d'épargne sur le terrain par les animateurs avec une plateforme plus adaptée ;
- Le changement de fréquence de réunion de bimensuelle à mensuelle afin de permettre aux bénéficiaires de dégager plus de temps pour consacrer à leurs activités ;
- La flexibilité dans la mise en œuvre de la politique de crédit visant à permettre aux producteurs agricoles d'acquérir des engins de préparation de sols et de gestion des récoltes.

IV- Analyse de la situation financière

4.1. Analyse des soldes caractéristiques de gestion

La réalisation d'une analyse financière à la fin d'un exercice permet de connaître la performance et la rentabilité dudit exercice et ainsi de prendre des décisions de gestion pour l'exercice suivant afin d'améliorer et faire évoluer les performances de l'institution. Pour une bonne analyse financière, le reclassement des comptes par catégories est une étape importante. Ainsi, pour l'analyse de cette année 2020, une comparaison des soldes caractéristiques de gestion de l'exercice 2020 par rapport à ceux de l'année 2019 permettra de mieux étudier ces différents agrégats.

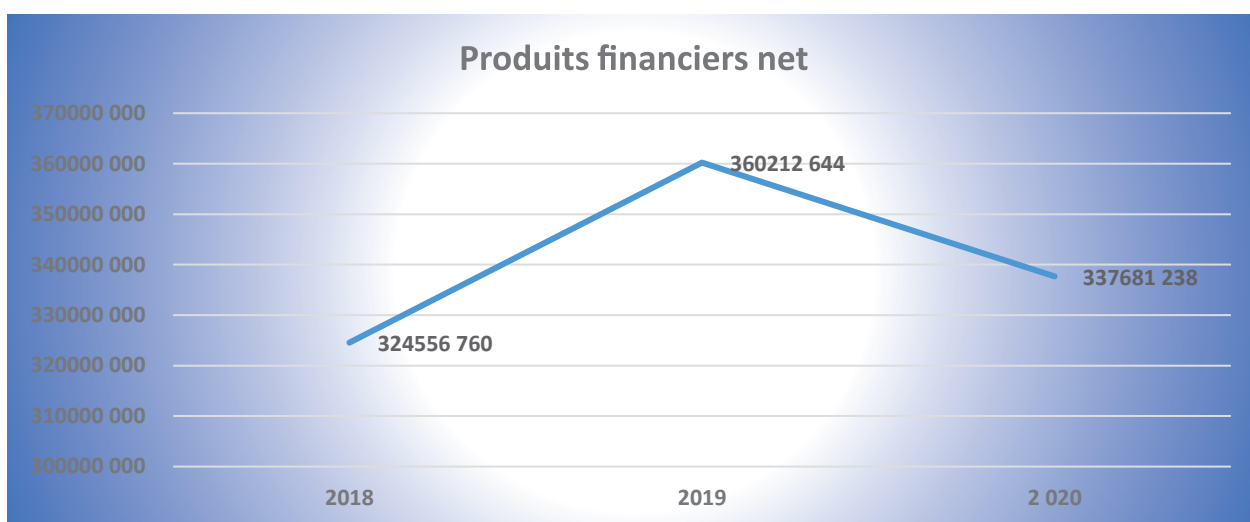
L'élément primordial à prendre en compte pour le début de cette analyse est la baisse enregistrée sur

les produits des capitaux prêtés qui sont passés de 419 750 599 FCFA en 2019 à 406 839 358 FCFA en 2020. Cette diminution de plus de 3% s'explique par le ralentissement des activités de crédit à cause de la survenance de la crise sanitaire de covid19. L'encours de crédit est passé de 2 059 627 460 FCFA en 2019 à 1 918 729 774 FCFA en 2020 soit une diminution en valeur absolue de 140 897 686 FCFA.

L'évolution des frais financiers sur les capitaux empruntés a enregistré une hausse dans son évolution comme l'exercice passé. Cela se traduit à travers une augmentation de plus de 8%. Cela s'explique essentiellement par le paiement des charges financières dues sur les emprunts MFS, Grameen Crédit Agricole, SIDI, BOA et CORIS BANK. Ce qui a fait passer les coûts sur capitaux empruntés de 54 481 008 FCFA en 2019 à 58 919 709 FCFA en 2020. Le montant total des emprunts est passé de 982 592 798 FCFA en 2019 à 1 026 168 970 en 2020, soit une augmentation de plus de 4%.

La croissance des revenus des capitaux prêtés aux clients implique une diminution du Produit net financier qui est passé de 360 212 644 FCFA en 2019 à 337 681 238 FCFA en 2020, soit une régression en valeur absolue de 22 531 406 FCFA (6,26%). Cette régression de cette année résulte de la diminution de l'encours de crédit dû à la crise sanitaire ayant ralenti la poursuite des activités. Le graphique suivant illustre cette tendance.

Graphique 1 : Evolution des produits financiers nets



Afin de déterminer la rentabilité de l'institution, l'appréhension de l'évolution du Produit Net Bancaire seul ne suffit pas, il faut aussi apprécier l'évolution des frais généraux.

Les frais généraux ont enregistré au cours de cet exercice 2020 une croissance de 3,89% en passant de 388 220 057 FCFA en 2019 à 403 360 005 FCFA en 2020.

Cette augmentation des frais généraux s'explique par plusieurs facteurs à savoir :

- Une croissance des frais de personnel de 9% dû au renforcement des différentes équipes, ce qui est la principale cause de l'augmentation de ces charges.
- Une augmentation de 9% des charges d'exploitation s'expliquant par l'augmentation des charges courantes de besoins en fourniture de bureau, d'électricité, d'eau, de supports de gestion, d'assurance etc....

Pour une analyse plus approfondie il convient de mettre aussi en évidence le coefficient d'exploitation qui est le rapport des frais généraux sur le PNB. Il permet de mesurer le poids des charges dans la richesse créée par l'institution. Plus ce ratio est élevé plus la richesse est perdue dans les dépenses de fonctionnement.



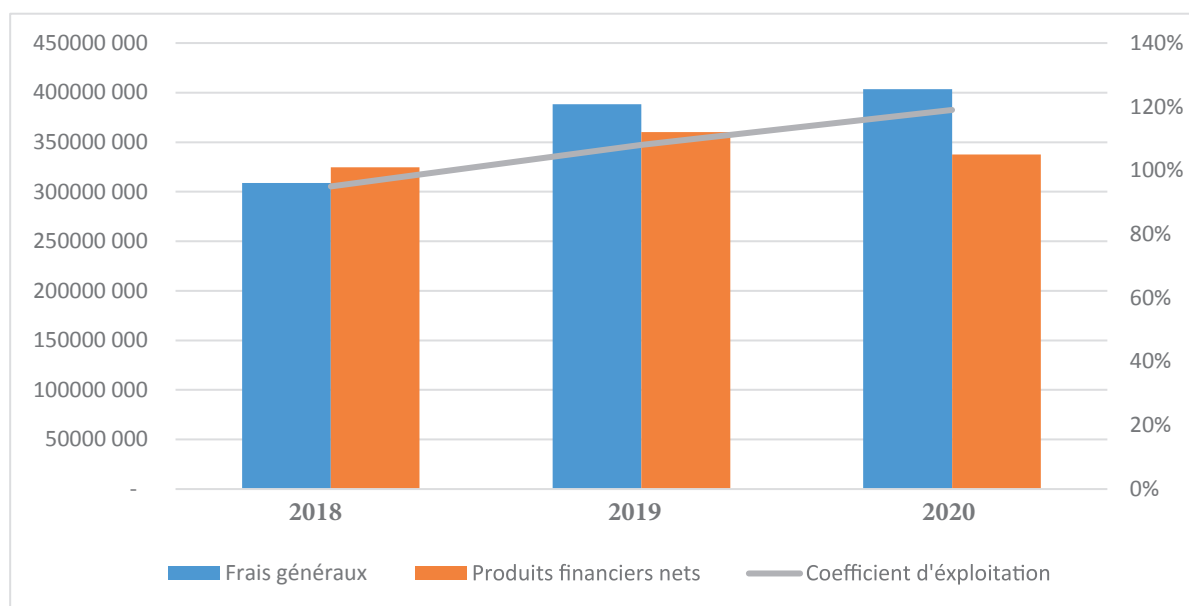
Tableau 1.

Eléments	2018	2019	2020
Frais généraux	308 935 937	388 220 057	403 360 005
Produit financier net bancaire	324 556 760	360 212 644	337 681 238
Coefficient d'exploitation (Frais généraux/PNB)	95,19%	108%	119%
Résultat net	17 441 304	- 51 695 062	-97 999 501
Résultat net/PNB	5,37%	-14,35%	-29,02%

Le coefficient d'exploitation a connu une progression de 2019 à 2020 en passant de 108% à 119%. Ce qui s'explique par une régression dans l'évolution de la rentabilité de l'institution.

Les graphiques suivants illustrent l'évolution des frais généraux, du produit financier net, du coefficient d'exploitation de l'association Assilassimé Solidarité.

Graphique 2 : Evolution des frais généraux, produit net financier et du coefficient d'exploitation



4.2. Situation patrimoniale

Afin d'avoir une situation plus claire et pour une analyse complète de l'évolution de l'institution, un examen des grandes masses de la situation patrimoniale est nécessaire.

Ainsi l'évolution des grandes masses du bilan se présente comme suit :

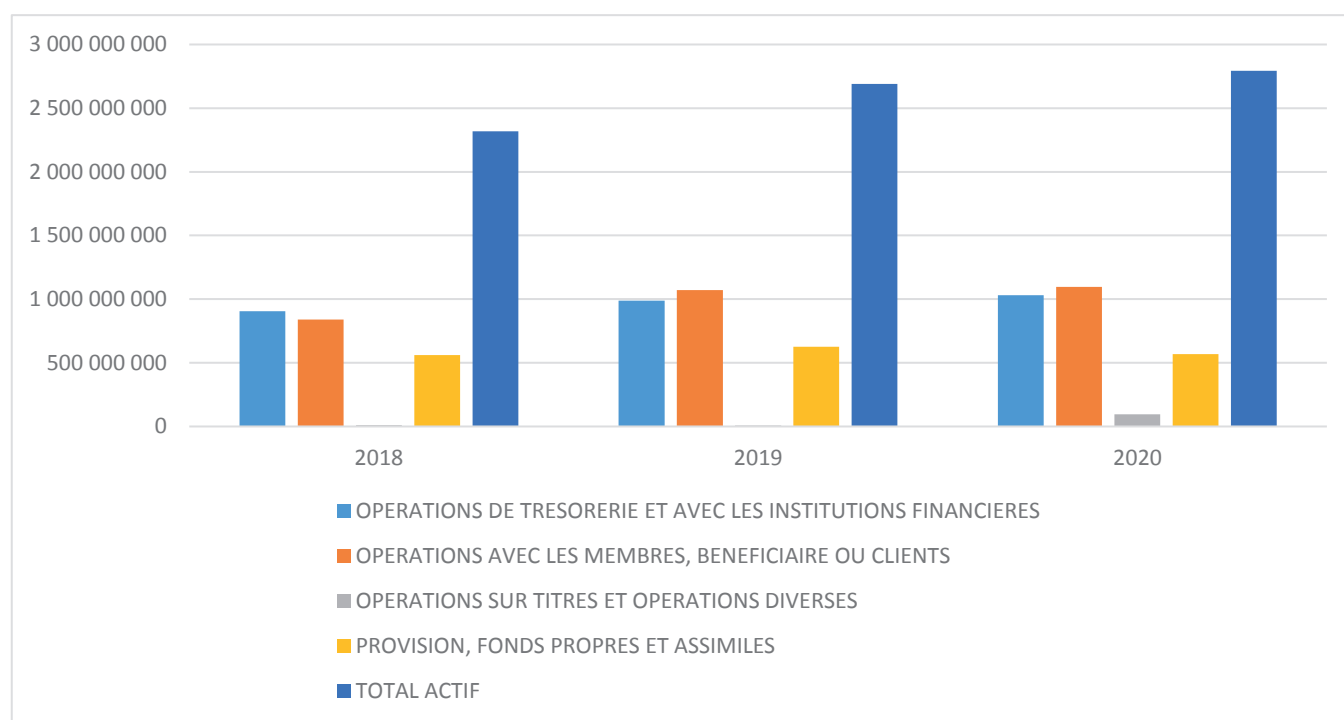
Tableau 2 :

ELEMENTS	2018	2019	2020
OPERATIONS DE TRESORERIE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	417 419 922	462 539 377	799 425 821
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 842 436 363	2 051 339 216	1 897 341 430
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	22 051 100	106 541 134	23 693 302
VALEURS IMMOBILISEES	35 736 646	70 626 142	71 719 565
TOTAL ACTIF	2 317 644 031	2 691 045 869	2 792 180 118

4.2.1. Analyse des éléments d'actif

Nous enregistrons pour l'exercice 2020 une évolution du patrimoine d'ASSILASSIME SOLIDARITE de 101 134 249 FCFA soit plus de 4% par rapport à l'exercice 2019. Ainsi les graphiques suivants présentent l'évolution des différents agrégats de l'actif du bilan au cours des trois derniers exercices en fonction des années puis en fonction des grands postes du bilan.

Graphique 3 : Evolution de l'actif du bilan 2018-2020



Graphique 4 : Répartition de l'actif du bilan 2018-2020



Au vu de ces deux graphiques, nous faisons les remarques suivantes :

- Une évolution modérée de l'actif du bilan par rapport à l'année précédente. Ce qui s'explique par le ralentissement des activités de l'institution lié à la crise sanitaire de la covid19.
- Les opérations sur titres et opérations diverses avec une diminution de la dette des débiteurs divers et autres créances en attente.
- Le poste opérations de trésorerie avec les institutions financières d'une valeur de 799 425 821 avec une augmentation de plus de 73% par rapport à l'exercice 2019 et représente plus de 28% de l'actif. Il est composé comme suit :
 - Valeur en caisse : 23 594 325 FCFA qui constitue les disponibilités en caisse et au coffre au 31 décembre 2020
 - Comptes de dépôts débiteurs : 375 138 345 FCFA constituent les soldes des différents comptes bancaires au 31 décembre 2020
 - Autres comptes de dépôts débiteurs : 400 000 000 FCFA représentent le montant total des dépôts à terme constitués auprès de la BOA et de CORIS BANK
 - Les créances rattachées qui représentent les intérêts dus sur DAT pour 693 151
- Le poste opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients représente plus de 68% de l'actif total et se compose de l'encours de crédit d'une valeur de 1 897 341 430 FCFA dont des créances rattachées de 5 280 870 FCFA.
- Le poste opérations sur titre et opérations diverses d'une valeur 23 693 302 FCFA soit 1% du total actif dont :
 - Comptes de stock : 9 117 308 FCFA
 - Débiteurs divers : 8 546 594 FCFA
 - Comptes d'ordre et divers : 6 029 400 FCFA
- Le poste valeurs immobilisées d'une valeur de 71 719 565 FCFA soit 3% de l'actif total. Il représente la valeur nette des valeurs immobilisées au 31 décembre 2020.

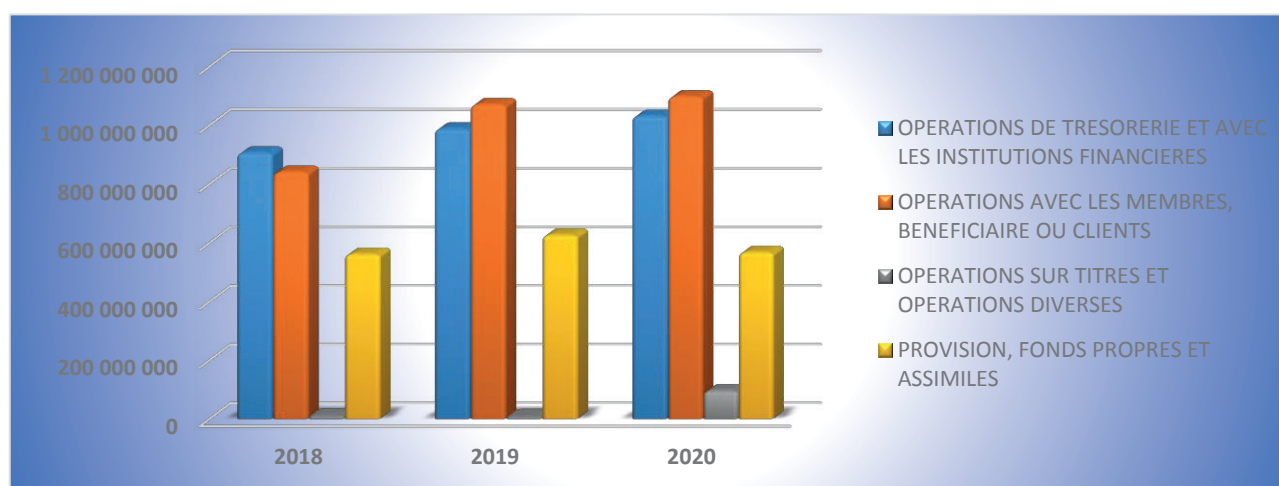
4.2.2. Analyse des éléments du passif

Les postes du passif sont reclassés en quatre grandes masses comme suit :

Tableau 3 :

ELEMENTS	2018	2019	2020
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	905 922 873	987 382 256	1 031 194 040
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRE OU CLIENTS	840 390 783	1 070 303 272	1 097 129 305
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	9 844 939	6 967 475	96 155 728
PROVISION, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	561 485 436	626 392 866	567 701 045
TOTAL PASSIF	2 317 644 031	2 691 045 869	2 792 180 118

Graphique 5 : Evolution du passif du bilan selon les grandes postes



Le poste opérations de trésorerie avec les institutions financières est composé des emprunts obtenus. Il représente plus de 37% du total passif et est décomposé comme suit :

Désignations	Montant
Emprunt Micro finance Solidaire	327 978 500
Emprunt KIVA	82 071 705
Emprunt KIVA/COVID19	71 537 184
Emprunt Grameen Crédit Agricole	130 800 005
Emprunt SIDI	200 000 000
Avance sur DAT/BOA	112 859 014
Avance sur DAT/CORIS BANK	100 922 562
Dettes rattachées	5 025 070
TOTAL	1 031 194 040

Nous assistons à une augmentation des emprunts de plus de 4% par rapport à l'année 2019 soit 43 811 784 FCFA en valeur absolue pour combler les besoins en fonds de crédit.

Les opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients pour plus de 39% du total passif sont en

augmentation de plus de 3% par rapport à l'année 2019 et se décomposent comme suit :

- Dépôts à vue : Il s'agit de l'encours DAV d'une valeur de 517 658 343 FCFA
- Dépôts de garantie : il s'agit de l'encours des nantissements constitués d'une valeur de 579 170 992 FCFA
- Autres dépôts de garantie reçus : il s'agit du montant reçu de manière progressive pour constituer les nantissements des crédits pour 299 970 FCFA

Les opérations sur titres et opérations diverses d'une valeur de 96 155 728 FCFA soit 3% du total passif. Ils sont en progression de 1280% par rapport à 2019 et se décomposent comme suit :

- Créiteurs divers : 90 620 774 FCFA
- Comptes d'ordre et divers : 5 534 954 FCFA

Les provisions, fonds propres et assimilés sont passés de 626 392 866 FCFA en 2019 à 567 701 045 FCFA en 2019 soit plus de 23% du total passif avec une régression de plus de 9%. Ils résultent de la somme des éléments suivants :

- Subvention d'investissement : 2 852 016 FCFA représente la valeur nette en subvention d'investissement après dépréciation des immobilisations
- Fonds de garantie : 19 678 710 représente les fonds reçus d'EdM en garantie des crédits TPE
- Fond de crédit : 676 833 929 FCFA provient essentiellement des subventions reçus des bailleurs tels que Don Boule de Neige (DBN) et Woless Planet Foundation (WPF) pour financer les activités de crédit.
- Réserve générale : 48 923 FCFA représente le montant total mis en réserve
- Fonds de dotation : 17 704 800 FCFA représente les fonds consacrés au décaissement des crédits Miwoè dans le cadre du projet UE en partenariat avec Mivo Energie
- Report à nouveau : -51 417 832 FCFA qui représente le montant net des déficits et excédents réalisés au cours des années antérieures.
- Résultat déficitaire de l'exercice 2020 : -97 999 501 FCFA

I- Analyse des indicateurs financiers et ratios prudentiels

Indicateurs financiers

Type de Ratio	Nom du Ratio	2019	2020	Norme	Commentaires
I- INDICATEURS DE QUALITE DU PORTEFEUILLE	Portefeuille classé à risque à 90 jours	1,14%	2,56%	<ou=3%	Le provisionnement respecte la norme
	Taux de provisions pour créances en souffrance	64,86%	54,09%	>ou=40%	Le provisionnement respecte la norme
	Taux de perte sur créances	0,26%	0,34%	<2%	les pertes sont maîtrisées
II- INDICATEURS D'EFFICACITE/PRODUCTIVITE	Ratio des charges de personnel	13,34%	14,29%	<10%	Les charges salariales sont trop élevées par rapport à la production de l'association
	Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit	28,80%	28,51%	< ou=35%	La structure a dépensé plus de 28FCFA en 2019 contre 28 FCFA en 2018 pour la gestion de chaque 100 FCFA d'encours de crédit.

III- INDICATEURS DE RENTABILITE	Autosuffisance opérationnelle	89,65%	80,71%	>130%	La rentabilité de l'institution n'est pas atteinte, cependant elle s'est dégradée par rapport à l'année 2019 Pour chaque Franc d'actif engagé, il y a un déficit d'exploitation plus de 3 FCFA en 2020 contre un déficit plus de 2 FCFA en 2019.
	Rendement sur actif	-2,32%	-3,99%	>3%	
IV- INDICATEURS DE GESTION DU BILAN	Taux de rendement des actifs	17,17%	15,57%	>15%	Chaque Franc d'actif productif engagé génère plus de 15 FCFA de produits d'intérêts et commissions en 2020 contre plus de 17 FCFA en 2019.
	Ratio de liquidité de l'actif	17,15%	28,61%	>5%	La liquidité est bonne, elle est de 28,61% en 2020 contre 17,15% en 2019
	Ratio de capitalisation	23,28%	20,33%	>15%	La capitalisation des ressources est bonne, Cette capitalisation a régressé en passant de 23,28% en 2019 à 20,33% en 2020
	Rentabilité des fonds propres	-9,79%	-18,32%	>15%	La structure a perdu plus de 18 FCFA en 2020 contre plus de 9 FCFA en 2019 pour chaque Franc de fonds propres engagé

N°	RATIO	SCORE		NORME	OBSERVATION (Respectée ou non respectée) Trimestrielle
		31/12/2019	31/12/2020		
I.	LIMITATION DES RISQUES AUXQUELS EST EXPOSEE UNE INSTITUTION				
	2 667 198 905	122,05%	126,30%	<=200%	Respectée
	2 111 828 328				
II.	COUVERTURE DES EMPLOIS A MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES				
	2 173 340 977	920,12%	420,12%	>=100%	Respectée
	517 313 680				

III.	LIMITATION DES PRETS AUX DIRIGEANTS ET AU PERSONNEL, AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES 19 856 563 554 091 235	3,64%	3,58%	<=0%	Respectée
IV.	LIMITATION DES RISQUES PRIS SUR UNE SEULE SIGNATURE 5 000 000 554 091 235	0,63%	0,90%	<=10%	Respectée
V.	NORME DE LIQUIDITE 2 691 794 588 2 218 944 119	126,81%	121,31%	>=80%	Respectée
VI.	LIMITATION DES OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPARGNE ET DE CREDIT 19 909 848 2 267 198 905	2,82%	0,88%	<=5%	Respectée
VII.	CONSTITUTION DE LA RESERVE GENERALE	0%	0%		Respectée
VIII.	NORME DE CAPITALISATION 554 091 235 2 792 180 118	22,67%	19,84%	>=15%	Respectée
VIV.	LIMITATION DES PRISES DE PARTICIPATION 0 554 091 235	0%	0%	<=25%	Respectée
VV.	LIMITATION DU FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS ET DES PRISES DE PARTICIPATION 65 509 565 554 091 235	10,68%	11,82%	<=100%	Respectée

L'année 2020 a été marquée par une régression des principaux indicateurs financiers. Cependant le respect des ratios prudentiels a été maintenu. Malgré le recul constaté dans l'évolution des activités à cause de la crise sanitaire liée au covid19, l'institution s'attèle toujours à se conformer aux règles BCEAO en vigueur dans le secteur de la microfinance afin d'assurer sa pérennité et d'être un modèle de SFD sociale.

4.3. Gestion budgétaire

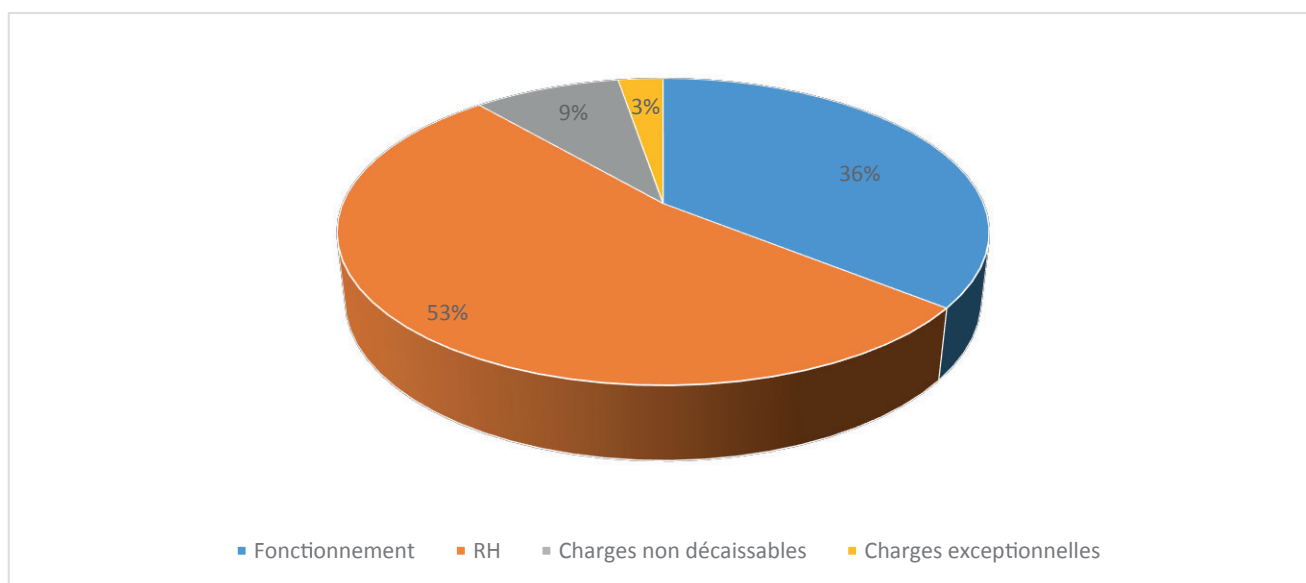
Le budget de l'association ASSILASSIME SOLIDARITE se divise en 4 grandes parties : les dépenses pour le fonctionnement, pour les ressources humaines, pour les charges non décaissables, pour les investissements et pour les revenus. Il convient donc de faire le suivi définitif du budget afin de dégager les différents points de dépassement et de sous activités par rapport aux prévisions.

Ainsi une analyse plus approfondie de la réalisation du budget à travers les postes budgétaires nous permettra de faire le bilan des réalisations budgétaires au cours de cette année 2020.



En illustration le réalisé décomposé par type de dépenses budgétaire.

Graphique 6 : Décomposition réalisé par type de charges



Les dépenses pour les ressources humaines représentent 53% de l'ensemble des charges engagées au cours de l'année 2020, pour le fonctionnement 36%, les investissements 9% et les charges non décaissables 3%.

Tableau 4 : Suivi budgétaire 2020

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

N°COMPTE	Rubriques	PREVISION ANNUEL	REALISES	Ecart	Pourcentage (%)
60178/6089	CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	59 345 853	74 024 921	-14 679 068	125%
61	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	47 326 000	41 067 164	6 258 836	87%
621	SERVICES EXTERIEURS	43 254 000	33 692 435	9 561 565	78%
622	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	48 268 270	42 735 088	5 533 182	89%
623	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	1 000 000	307 128	692 872	31%
	TOTAL	199 194 123	191 826 736	7 367 387	96%

CHARGES DES RESSOURCES HUMAINES

Prévision	Réalisé	Ecart	Pourcentage (%)
323 460 128	284 273 332	39 186 796	88%
323 460 128	284 273 332	39 186 796	88%

SUIVI DES CHARGES NON DECAISSABLES

Eléments	Prévision	Réalisé	Taux d'exécution annuel
Dotation aux provisions financières	5 692 205	17 760 145	312%
Dotation aux amortissements des immobilisations	24 443 725	27 206 880	90%
Provision pour risque		1 755 250	
Charges non décaissables	30 135 930	46 722 275	155%

SUIVI DES CHARGES CONSOLIDEES

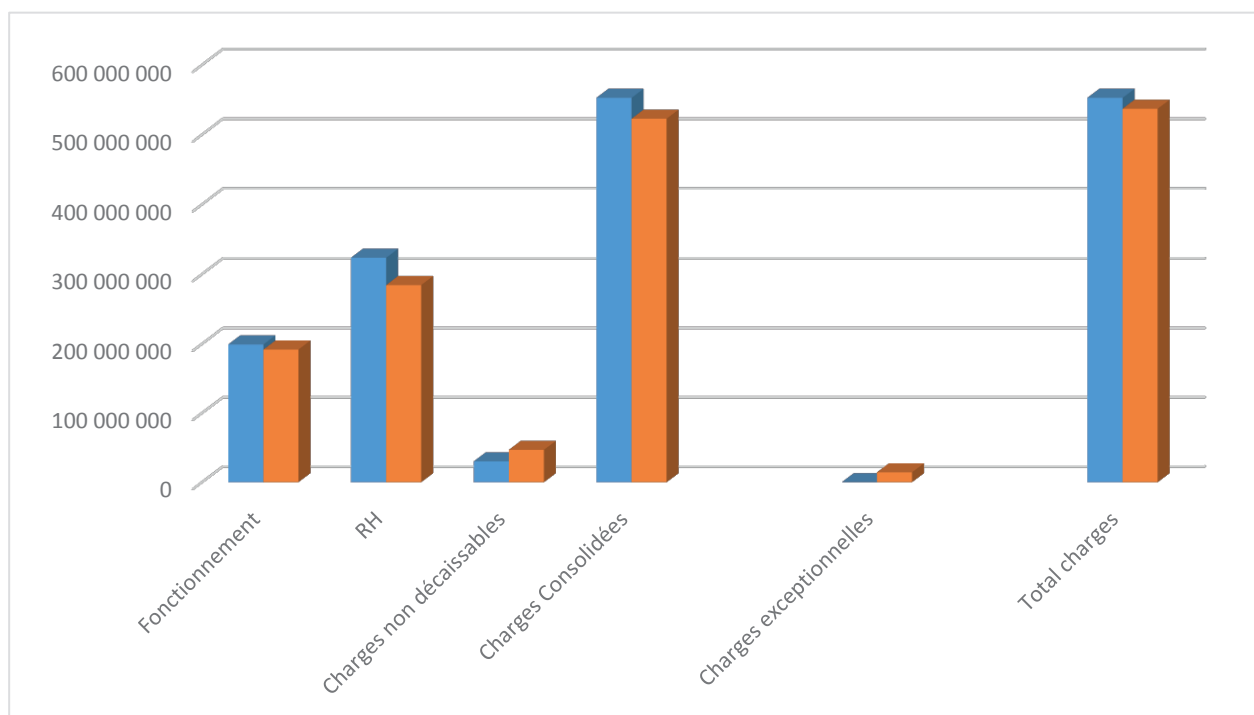
Eléments	Prévision	Réalisé	Taux d'exécution annuel
Fonctionnement	199 194 123	191 826 736	96%
RH	323 460 128	284 273 332	88%
Charges non décaissables	30 135 930	46 722 275	155%
Charges Consolidées	552 790 182	522 822 343	95%
Charges exceptionnelles	0	14 283 963	
Total charges	552 790 182	537 106 306	97%
Résultat Prévisionnel	5 662 068	-97 999 501	

PRODUITS

	Prévision	Réalisé	Ecart	Taux de réalisation
Total Produits	558 452 250	439 106 805	119 345 445	79%
Total	558 452 250	439 106 805	119 345 445	79%

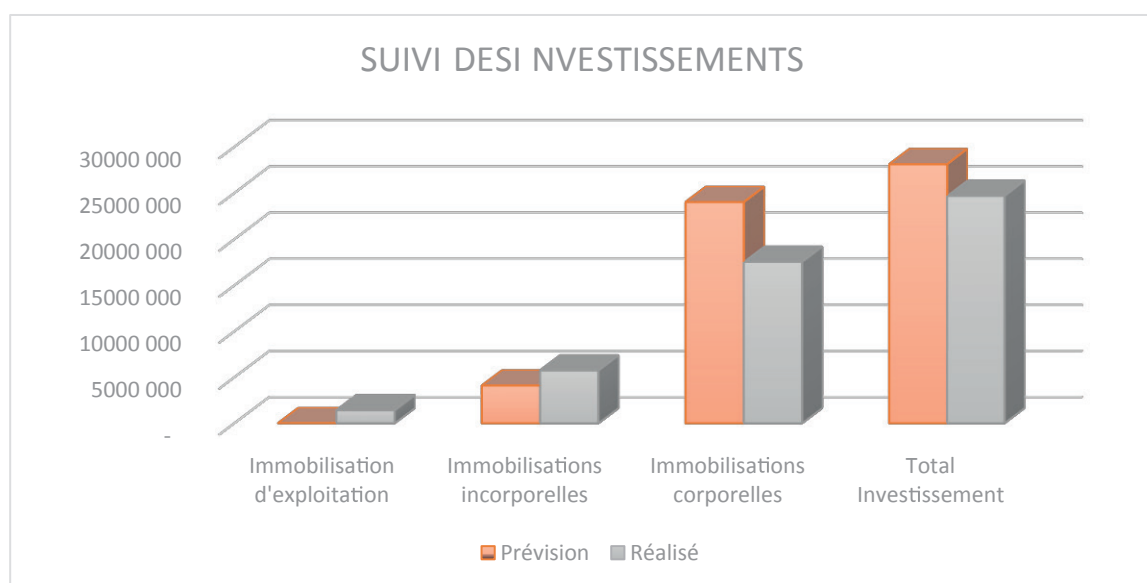


Graphique 7 : Réalisé budgétaire par type de charges



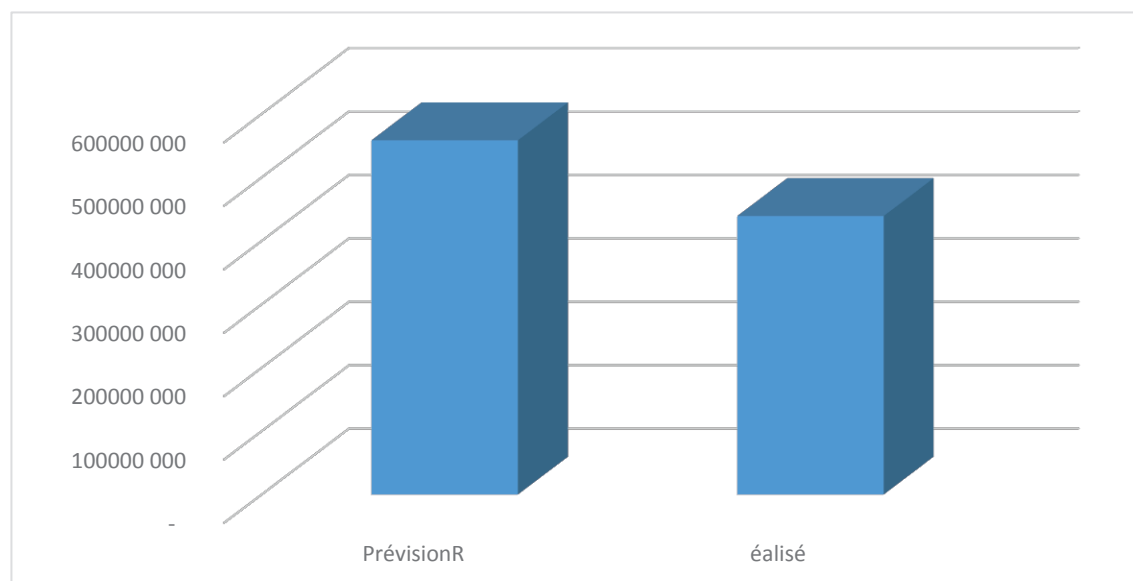
Nous constatons en général dans les tableaux que le budget a été globalement bien suivi. Les charges de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 96% et 88% aussi pour les charges de ressources humaines. Les charges non décaissables ont un taux de réalisation de 155% dû essentiellement aux dotations de provisions financières plus importantes. Le budget pris de façon globale n'enregistre pas de dépassement avec un taux de réalisation de 95%. Ce qui est dû à la rigueur qui est toujours de mise dans l'engagement de toutes sortes de dépenses.

Graphique 8 : Suivi des investissements



Les investissements ont été réalisés à hauteur de 88% sur les prévisions.

Graphique 9 : Rapprochement produits prévisionnels/réalisés



Les revenus encaissés pour l'exercice 2020 sont de 439 106 805 contre une prévision de 558 452 250 soit un taux de réalisation de 79%. Ce qui constitue l'une des causes de la régression de la rentabilité de l'institution et qui s'explique par le ralentissement des activités au cours de l'année dû à la survenance de la crise sanitaire du covid19.

V- Gestion des opérations

5.1. Situation des chiffres clés du service des opérations au 31/12/2020

Les activités du service des Opérations des trois (03) dernières années sont illustrées dans le tableau suivant :

N°	Rubriques	2018	2 019	2020	Variation Valeur (2020-2018)	Variation %
1	Nombre d'agence	8	8	9	1	13%
2	Nombre de groupes gérés	659	835	818	159	24%
3	Nombre d'employés (Salariés)	85	114	118	33	39%
4	Nombre d'animateur	44	54	55	11	25%
5	Nombre de bénéficiaires	26 495	31 310	32 317	5 822	22%
6	Montant des dépôts de garantie	840 390 783	639 563 365	579 470 962	- 260 919 821	-31%
7	Encours de crédit	1 840 703 250	2 059 627 460	1 918 729 774	78 026 524	4%
8	PAR à 30 jours	1,12%	1,78%	2,90%	0	159%
9	Emprunteurs actifs	19 313	23 136	21 041	1 728	9%
10	Nombre de crédits octroyés	33 511	36 867	33 813	302	1%
11	Encours des épargnes	840 390 783	1 069 546 012	1 097 129 305	256 738 522	30,54%
12	Montant de crédit octroyé	4 825 711 500	5 128 153 050	4 793 123 000	- 32 588 500	-1%
13	Taux de fidélisation	78,40%	73,10%	63,60%	0	-19%
14	Emprunteurs actifs/ Animateurs	439	428	382	57	-13%
15	Montant Moyen octroyé	144 004	138 986	141 754	- 2 250	-2%

❖ Commentaires de certaines données du tableau

- Une nouvelle agence est créée en zone rurale en 2020 plus précisément dans la préfecture d'Anié, portant ainsi le nombre total des agences à 9 en cette année 2020.
- Le nombre des animateurs est passé de 44 en 2018 à 55 en 2020, soit une augmentation de 25%
- Le rendement par animateur a connu une décroissance ces trois (03) dernières années passant de 439 emprunteurs actifs par animateur en 2018 à 382 en 2020.
- L'encours de crédit de plus de 2 milliards à fin 2019 a connu une légère décroissance en 2020 et se chiffre à 1,9 milliard.
- Le taux de fidélisation des bénéficiaires a aussi connu une décroissance sur les trois dernières années passant de 78,40% en 2018 à 63,60% en 2020.
- L'encours des épargnes a connu une croissance de 2018 à 2020 de plus de 250 millions soit une croissance de 30,54 %.
- Par rapport aux montants octroyés, l'année 2020 a connu une baisse de 1% par rapport à 2018 dû essentiellement à la crise sanitaire de la COVID-19 qui a impacté tous les secteurs.

5.2. Activité de crédits et analyse du portefeuille

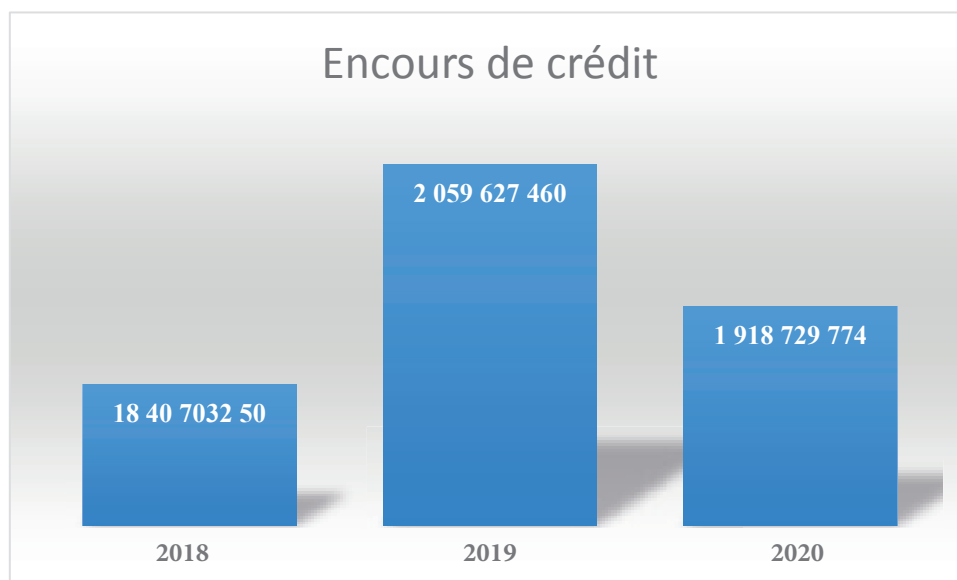
Encours par type de crédit	2018	2019	2020	Part des types de crédit dans le portefeuille total
Portefeuille en cours - Aménovi	1 584 321 620	1 605 333 610	1 600 096 651	83,39%
Portefeuille en cours - Coup de Pouce	504 050	466 800	219 800	0,01%
Portefeuille en cours - Crédit individuel	25 527 550	31 392 450	48 476 200	2,53%
Portefeuille en cours - Crédit au personnel	9 052 300	15 614 890	19 856 563	1,03%
Portefeuille en cours - Crédit agricole	4 215 900	36 251 910	89 010 550	4,64%
Portefeuille en cours - Crédit Stockage Individu	0	600 000	0	0,00%
Portefeuille en cours - Crédit Stockage Groupement	0	49 240 000	3 289 500	0,17%
Portefeuille en cours - Miwoé	217 081 830	320 727 800	151 713 010	7,91%
Portefeuille en cours - Miwoé Agro	0	0	0	0,00%
Portefeuille en cours - Miawodo TPE	0	0	6 067 500	0,32%
Total	1 840 705 268	2 059 629 479	1 918 731 794	

- L'analyse des types de produits d'Assilassimé montre que le crédit Aménovi représente 83,39 % de l'encours de prêt au 31 décembre 2020 contre 77,94 % en 2019 et 86,07 en 2018.
- Le crédit Miwoé qui est le second produit de crédit consommé par les bénéficiaires d'Assilassimé représente seulement 7,91% du portefeuille total en 2020.

5.2.1. Evolution de l'encours de crédit

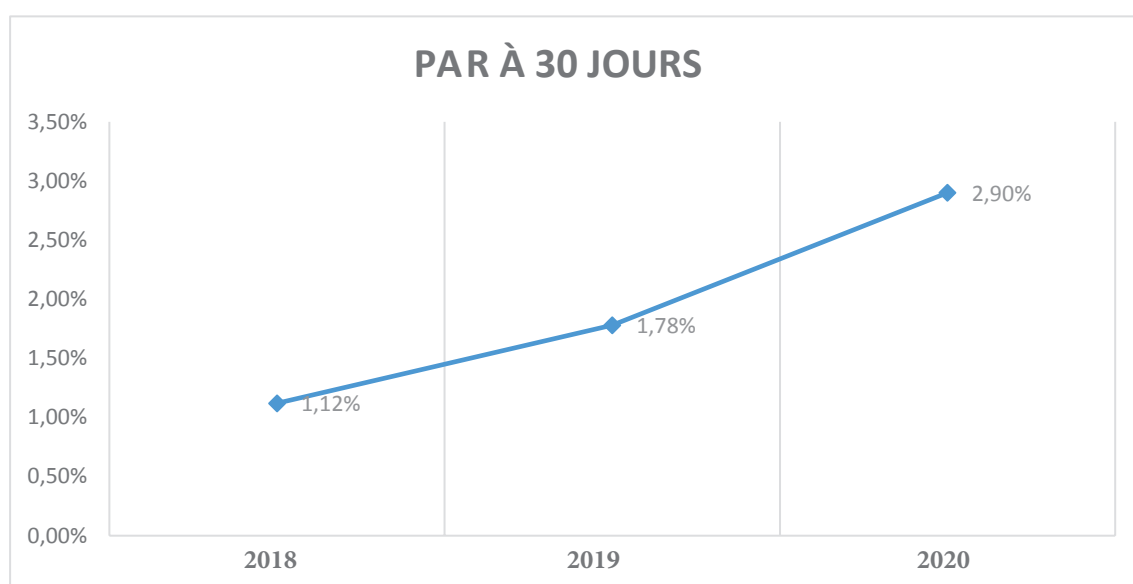
L'évolution de l'encours de crédit ces trois (03) dernières années se présente comme :

Evolution de l'Encours de crédit	2018	2019	2 020
Total	1 840 705 268	2 059 629 479	1 918 731 794



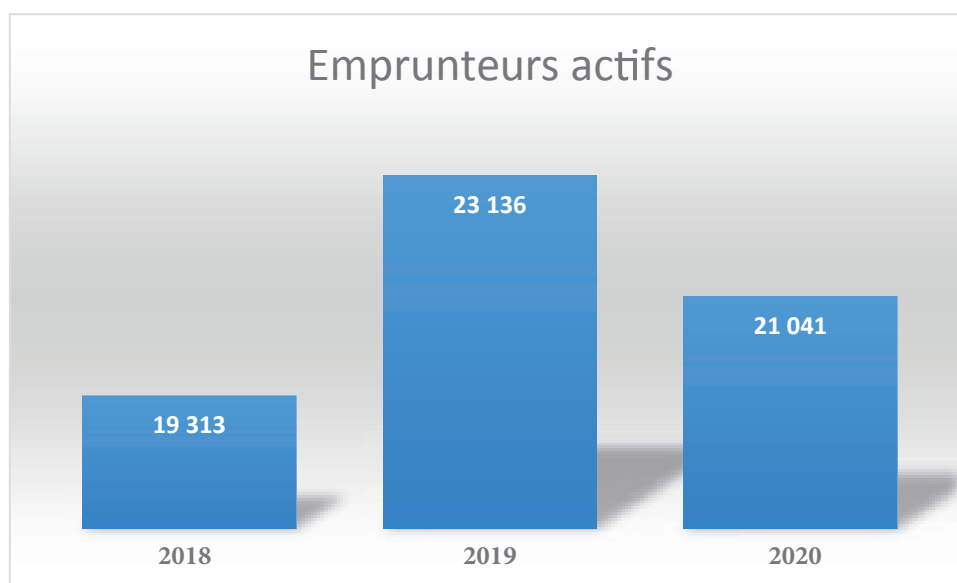
L'encours de crédit a connu une augmentation entre 2018 et 2019 passant de 1,8 milliards en 2018 à 2 milliards en 2019. Malheureusement, cet élan va connaître des difficultés dues à la pandémie de COVID-19 qui a mis au ralenti les activités de crédit, le faisant chuter de 2 milliards en 2019 à 1,9 milliards en 2020.

5.2.2. Qualité du portefeuille de crédit



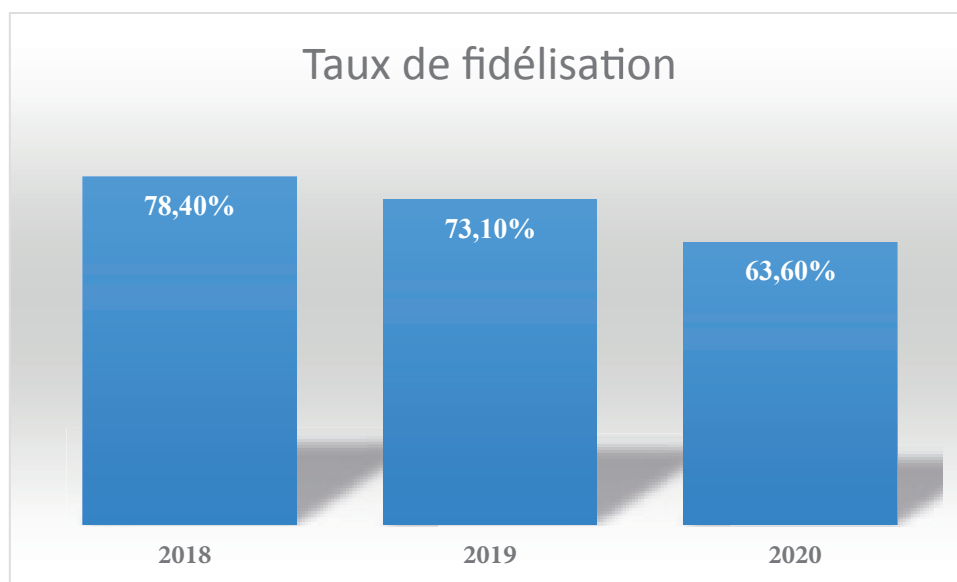
Nous notons une croissance du portefeuille à risque ces trois (03) dernières années. Le PAR à 30 jours est passé de 1,12% en 2018 à 2,90% en 2020.

5.2.3. Evolution des emprunteurs actifs



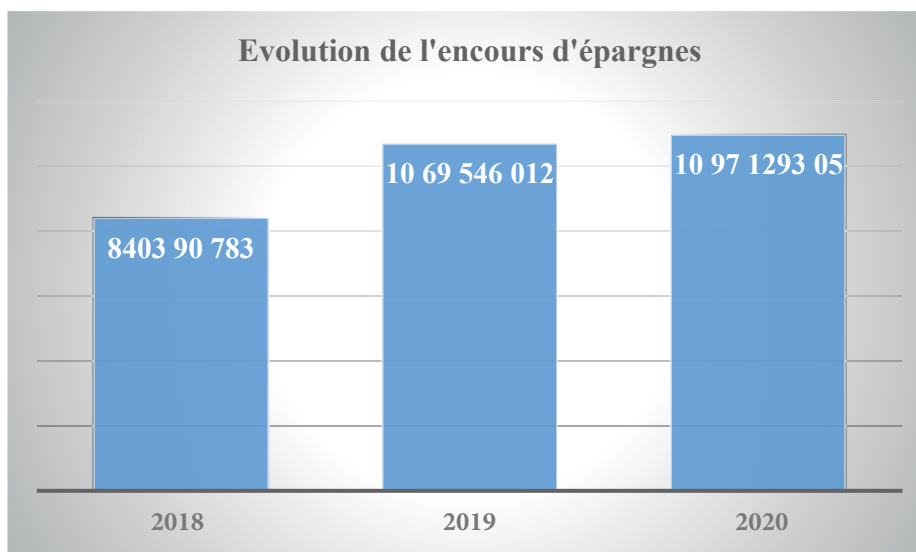
Les emprunteurs actifs ont connu une croissance entre 2018 et 2019 avec plus de 19% ; avant de connaître une diminution en 2020 de 2095 bénéficiaires soit une diminution de 9%.

5.2.4. Evolution du taux de fidélisation



L'évolution décroissante du taux de fidélisation des bénéficiaires est une alerte pour les premiers responsables de la structure. Cette décroissance stipule qu'Assilassimé intègre plus de nouveaux bénéficiaires dans ces groupes que de renouvellement de crédits aux anciens bénéficiaires.

5.3. Evolution des épargnes



Au regard des chiffres, l'encours des épargnes a légèrement connu une croissance entre 2019 et 2020 d'un de plus de 25 millions.

5.4. Les changements intervenus

L'arrivée de la crise sanitaire liée au COVID 19 en 2020 et les mesures restrictives prises par le gouvernement togolais ont obligé le board d'Assilassimé à revoir certaines pratiques :

- L'arrêt momentané des formations en vue de respecter le nombre de personnes autorisées à se rassembler en un endroit durant la crise ;
- L'adaptation de la politique de crédit qui consiste à octroyer de crédit sans garantie financière disponible quel que soit le cycle de crédit afin de répondre aux besoins des bénéficiaires ayant fortement subi l'impact de la crise ;
- L'orientation des bénéficiaires ayant perdu leurs activités à cause de la crise sanitaire vers d'autres activités génératrices de revenus comme la fabrication des bavettes, la production des gels hydro alcoolique et des savons liquides tous destinés à la vente. Il faut préciser qu'Assilassimé avait organisé des ateliers de fabrication et de conception à l'intention des bénéficiaires touchés.
- L'ouverture de la deuxième agence en zone rurale (Agence Anié) afin d'accompagner les producteurs, les commerçants de ladite localité pour le développement leurs activités.

5.5. Gestion de la performance sociale

La gestion de la performance sociale constitue une part importante des objectifs d'Assilassimé tant au niveau du ressenti des dirigeants que de celui des différentes catégories de collaborateurs. Elle n'en est pas moins possible via un certain nombre de critères chiffrés, objectivement quantifiables, dont l'analyse combinée offre un support sur lequel pourront s'articuler des données qualitatives.

Les différents points de performances sociales s'articulent autour des rapports suivants et permettent à Assilassimé d'évaluer le degré de son impact sur les bénéficiaires.

Ainsi en 2020, plusieurs activités ont meublé la gestion de la performance sociale sanctionnées par des rapports :

En plus des rapports, Assilassimé a réalisé :

- une séance de travail pour actualiser les objectifs sociaux de 2021 ;
- des enquêtes, des études et des audits externes dont en voici les contenus :

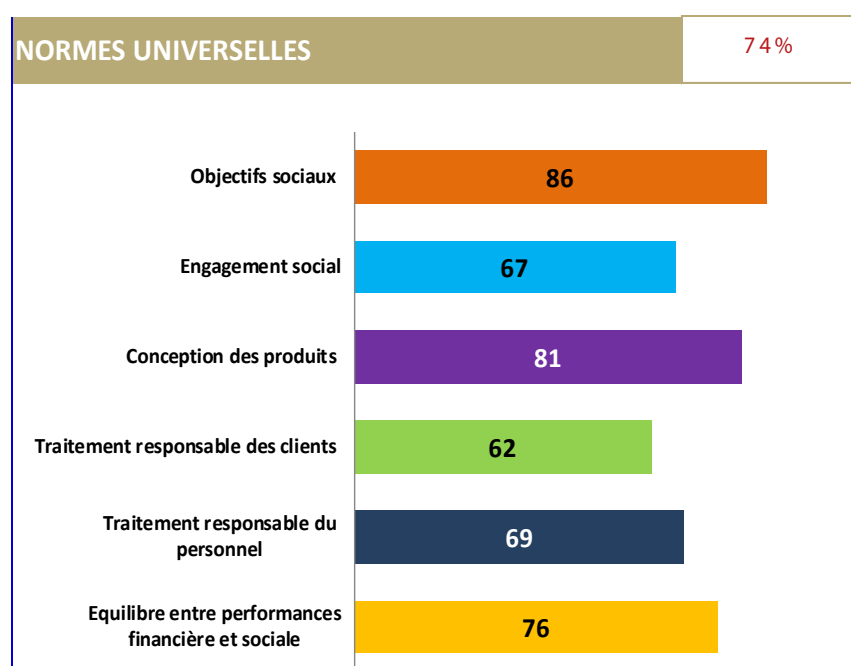
5.6. Enquêtes et études

1.1.1. Audits sociaux réalisés : SPI4/ PPC

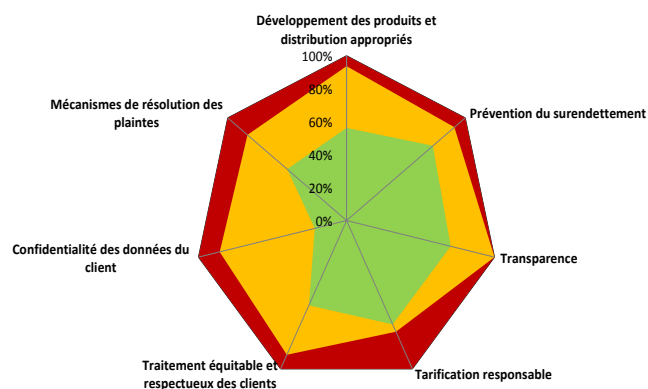
Afin d'évaluer le niveau de la mise en œuvre de sa performance sociale, Assilassimé a réalisé un audit social SPI4 grâce à l'appui d'un consultant certifié par CERISE. Un score moyen de 74% a été atteint pour SPI4.

Pour évaluer les Principes de Protection des Clients (PPC), Assilassimé s'est engagé dans le processus de la Certification Smart Campaing, Pour les Principes de Protection des Clients, beaucoup d'effort sont attendus vue l'ensemble des scores PPC obtenus par principe.

➤ Score SPI4



➤ SCORE PPC



- L'IF est en conformité complète avec l'indicateur
- L'IF est partiellement conforme à l'indicateur
- L'IF n'est pas en conformité avec l'indicateur

❖ **Amélioration de l'accès des bénéficiaires au mécanisme de gestion des plaintes et suggestions**

Dans sa vision de proximité vis-à-vis des bénéficiaires, Assilassimé a mis le numéro d'appel téléphonique dédié sur le réseau WhatsApp depuis février 2020 réduisant les coûts de communication pour les usagers ; près de 150 bénéficiaires ont envoyé des messages (plaintes et suggestions) via ce canal depuis sa mise sur ce réseau.

❖ **Développement des services sociaux et partenariats**

Assilassimé a participé à une formation sur la production et l'utilisation de la tisane antipaludéenne de l'Artemisia Anua avec son partenaire Sichem, l'objectif est de montrer aux bénéficiaires la valeur de l'utilisation de la tisane et de leur permettre de l'intégrer dans leurs vies quotidiennes pour prévenir le paludisme qui constitue un facteur de ralentissement des activités lorsqu'on l'attrape.

❖ **Activités de prise en compte du Genre**

Assilassimé s'intéresse au genre et collabore avec Entrepreneurs du Monde sur le sujet. A cet effet, la référente genre d'Assilassimé participe aux travaux d'élaboration de modules sur la gestion de l'hygiène menstruelle ; l'amélioration des modules de formation par l'intégration de la notion genre dans les supports de sensibilisations initiales des groupes de Assilassimé ; ou le renforcement de capacité des référents-genre.

❖ **Réalisation des formations et sensibilisations à l'endroit des bénéficiaires :**

En moyenne 19 630 bénéficiaires ont participé dans les groupes aux formations dont 11 248 séances portant sur des thèmes de gestion économique, 2 855 séances portant sur des thèmes de sensibilisation sociale et de santé et 81 sur les thèmes agricoles, en suivant le plan de formation défini en 2020.

❖ **Administration des fiches d'évaluation de niveau de vulnérabilité des bénéficiaires :**

Au total 13 192 fiches sont administrées ; Cette évaluation du niveau de vulnérabilité est réalisée par les animateurs lors du montage des dossiers de crédit aux bénéficiaires au premier cycle et à tous les cycles impairs de crédit.

❖ **Actions d'accompagnement social individualisé des bénéficiaires vulnérables réalisées par l'équipe des travailleurs sociaux :**

502 écoutes sociales ont été réalisées dont 116 référencements sociaux et 231 suivis individuels ;

Par ailleurs, l'équipe a aussi réalisé :

- 142 Appui-conseils de groupe ;
- 63 interprétations de formations en langue des signes aux bénéficiaires PSM ;
- 18 Appuis pour le montage de dossier de crédit aux bénéficiaires PSM ;
- 34 Appuis pour le recouvrement auprès de bénéficiaires PSM ;

De 10 nouveaux PSM ont été identifiés et intégrés dans les groupes,

La crise sanitaire de la COVID 19 a impacté tous les secteurs d'activités et par ricochet, les activités des bénéficiaires d'Assilassimé. Face à cette situation chaotique, il est question de trouver un moyen pour relancer les activités ou orienter les activités impactées vers des nouvelles activités. C'est dans ce cadre que Assilassimé avec le soutien de ses partenaires a mis en œuvre des projets qui ont permis de relancer les activités des plus impactés et orientée les bénéficiaires vers d'autres sources de revenus (**réalisation des ateliers de formations et confection de bavettes et des solutions de gel Hydro alcoolique**) ;

Assilassimé a facilité l'accès aux dispositifs et encourager la pratique de lavage des mains grâce à la mise à disposition de dispositifs de lave-mains pour contribuer à la pratique de lavage des mains sur 35 Sites de concentration des groupes de bénéficiaires.



1.1.2. Etude d'impact des services non financiers

Désireux d'évaluer l'impact des services non financiers sur la vie des bénéficiaires, Assilassimé a fait réaliser une étude dont la phase finale a eu lieu en 2020. Les restrictions liées à la covid-19 ont fortement impacté le calendrier de réalisation de cette mission terrain qui a finalement été bien menée malgré un **délai assez réduit**.

1.1.3. Etude d'impact de la crise sanitaire covid-19

Grâce à l'appui des partenaires, Assilassimé a réalisé une étude d'impact de la crise sanitaire covid-19 par une enquête auprès des bénéficiaires. Cette enquête a permis de mesurer l'impact de la Covid-19 sur la vie socio-économique de cette cible vulnérable. Les conclusions de ces rapports ont conduit à des actions d'écoute sociale et d'appui pour la relance économique des emprunteurs dont les AGR ont été les plus impactés.

1.1.4. Etude prospective sur la mécanisation et la planification agricole dans l'Amou :

Assilassimé dans sa vision d'accompagner les producteurs agricoles et de mettre à leurs dispositions des engins leur permettant d'accroître les surfaces cultivables, une étude prospective sur la mécanisation et la planification agricole a été réalisée dans la préfecture d'Amou afin de « mieux comprendre les besoins et freins des producteurs pour l'accès à la **mécanisation et identifier les leviers d'action qui permettent de favoriser l'accès à la mécanisation des producteurs de la préfecture d'Amou** ».

Les résultats obtenus ont permis de lancer avec plus de réalisme les activités du projet de finance agricole axé sur la mécanisation.

1.1.5. Evaluation du pilote du produit Crédit Stockage 2019-2020

Afin de permettre aux bénéficiaires qui sont dans la vente des céréales et légumineuses de pouvoir faire le stockage de ces produits durant la période récolte abondante, Assilassimé a initié un nouveau produit « **Crédit Stockage** ». Une enquête a été menée auprès des bénéficiaires de ces produits afin d'évaluer le pilote réalisé en 2019 et faire des ajustements pour sa généralisation à tous les bénéficiaires d'autres agences. La fiche produit du crédit stockage a été mise à jour et adoptée par le conseil d'administration. Une formation des équipes a été réalisée pour présenter le nouveau produit aux bénéficiaires et leur permettre d'en bénéficier.

VI- Gestion administrative et Ressources Humaines

6.1. Gestion administrative

En 2020, comme toutes les entreprises, l'Association Assilassimé Solidarité a réadapté sa stratégie et ses actions aux réalités de la situation sanitaire liée à la Covid 19, pour mener ses activités visant à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés.

Dans le souci, de garantir la sérénité, la sécurité et le bien-être de ses ressources humaines, l'institution avait validé temporairement un réaménagement des heures de travail et une reconsidération des bons de carburant et des frais de communication du personnel de terrain afin de leur permettre d'entreprendre aisément leur mission dans ce contexte sanitaire. La distribution continue des équipements sanitaires au personnel a été mise en place durant l'année.



Des dispositifs de lavage des mains ont également été distribués et installés dans toutes les agences d'Assilassimé. Les Agents de sécurité ont été équipés de Thermo flash aux différentes entrées de l'institution pour la prise des températures des bénéficiaires, des visiteurs et du personnel et le port du cache-nez est rendu obligatoire avant tout accès aux locaux.

Toujours dans l'idée de limiter les risques de contamination, les congés du personnel ont été réorganisés de manière à assurer la permanence aux différents postes.

Le service administratif et des ressources humaines récemment créé, a amélioré ses outils de gestion grâce à l'acquisition d'un logiciel de paie en début d'année qui a pour avantage l'accélération du traitement des salaires, l'informatisation des données du personnel, la disponibilité des états par rubrique et des états CNSS et IRPP, l'historique des employés, la gestion des congés, des absences et des départs... Dans cette continuité, les documents, procédures et manuels RH ont été élaborés et actualisés.

Le service a poursuivi normalement ses activités notamment le suivi des contrats d'assurance, l'organisation des missions des partenaires externes et de l'équipe pour les accompagnements techniques, les déclarations légales auprès de la CNSS, l'élaboration des états trimestriels, les appuis aux différents services, particulièrement le service des opérations avec entre autres les activités préparatoires à l'ouverture d'une nouvelle agence, la gestion des besoins du personnel terrain en matériels et documents de gestion et le suivi des stocks.

Dans l'optique de se conformer aux dispositions légales en vigueur, le service RH avec l'appui de la direction a actualisé les contrats de travail des collaborateurs en fonction de la CCSFD (Convention Collective des Systèmes Financiers Décentralisés).

La communication interne, a été affermie grâce aux différentes plateformes mises en place par les équipes des services et l'actualisation régulière du site d'Assilassimé Solidarité pour améliorer la visibilité de l'institution.

6.2. Gestion des Ressources Humaines

Pour répondre aux besoins en ressources humaines face à la densité des activités et aux quelques démissions, Assilassimé a renforcé son équipe par le recrutement de 29 nouveaux collaborateurs (y compris les stagiaires) notamment aux postes de Conseiller agricole, animateur projet, caissier, travailleur social, agent de sécurité, auditeur interne, gestionnaires de groupes.

Outre ces recrutements, l'équipe dirigeante a également procédé aux promotions internes et aux changements de poste pour répondre à certains impératifs et améliorer l'encadrement de l'équipe terrain. En ce sens, un second poste d'Assistant aux opérations a été créé ainsi que le poste de Chargé de portefeuille de crédit individuel en charge de l'accompagnement efficace des bénéficiaires éligibles et du suivi rigoureux de ces crédits décaissés.

Dans le souci de rendre plus autonomes progressivement les agences, une phase pilote d'affectation des comptables en agence a été démarrée dans celle de Baguida. Les conclusions étant encourageantes, l'idée est maintenue et sera élargie sur les autres agences.

Ce processus de renforcement de l'équipe est complété par les formations organisées au cours de l'année aux fins de rehausser les performances aux différents postes et affermir les capacités des collaborateurs. Ceci étant, les thématiques retenues dans le plan de formation ont été abordées mais le taux de réalisation a été faible soit environ 40% compte tenu de la situation sanitaire et des mesures mises en place.

Bien qu'étant en dessous des prévisions, les formations et les sensibilisations diffusées ont favorisé l'émergence de l'équipe en plus du coaching des dirigeants, ce qui a mérité des récompenses en nature et des primes exceptionnelles accordées à des collaborateurs de l'équipe opérationnelle qui ont pu relever leurs défis.

En 2020, au total treize (13) nouveaux salariés ont été recrutés et neuf (9) Départs ont été constatés dont 6 fins de contrat, 2 démissions et 1 licenciement.

Le nombre des employés a évolué de 119 en 2019 à 135 en 2020, avec 118 salariés, 13 stagiaires et 4 volontaires nationaux. Le taux de rotation est passé de 5,9 % à 9,2 % s'expliquant par les fins de contrat non renouvelés pour des raisons de résultat insuffisant.

L'année 2020 a été particulière et éprouvante mais des efforts ont été consentis à chaque niveau de l'équipe pour maintenir le déroulement des activités. Les compétences ont pu être renouvelées et renforcées en adéquation avec les objectifs visés. De nouvelles perspectives ont été définies au cours de la Planification opérationnelle afin de permettre à chaque département de diriger efficacement ses actions au début de la nouvelle année pour les réaliser.

La répartition par poste de l'équipe d'Assilassimé Solidarité en 2020 se présente sous ce tableau comme suit :

POSTE	CDI	CDD	STAGIAIRE	ANVT
Directeur Exécutif	1			
Responsable des opérations	1			
Responsable Finances Comptabilité	1			
Responsable Administrative et RH	1			
Responsable Audit Interne		1		
Responsable d'Agence	8			
Animateurs	23	23		
Chargé du portefeuille de crédit individuel	1			
Gestionnaire de Groupe		8	10	4
Assistant aux opérations	2			
Assistant Responsable d'Agence	5			
Caissier	6	4	1	0
Travailleurs sociaux	2	2		
Chargé du développement des services sociaux	1			
Chargé Kiva		1		
Agents de sécurité	8		1	

Agents d'entretien	3			
Animateur Projet		1		
Conseiller Agricole		1		
Chargé de la performance sociale	1			
Chauffeur-Coursier	2			
Auditeurs internes	1	2	1	
Informaticiens	2			
Comptable	2	1		
Chef comptable	1			
Assistante de direction	1			
Assistant Administratif et RH		1		
Total	73	45	13	4

VII- Audit interne

Soucieux d'être en conformité avec la réglementation et les normes qui régissent la fonction d'audit interne et afin d'effectuer des missions de qualité qui apportent de valeur ajoutée à notre structure, toutes les missions réalisées en 2020 ont été soigneusement préparées par les auditeurs au bureau avec des check-lists bien élaborées afin d'harmoniser le travail des auditeurs sur le terrain.

Les missions ont été réalisées suivant des méthodologies formalisées, conformément à un plan annuel validé par le conseil d'administration et qui est plus tourné vers la maîtrise des risques déjà répertoriés dans la cartographie des risques et l'identification des nouveaux risques inhérents aux activités d'Assilassimé-Solidarité.

Les recommandations des audits internes et externes de 2017 à 2019 ont tous fait l'objet d'un dispositif formalisé de suivi, lequel nous a permis de s'assurer de l'avancement des actions correctrices programmées, mises en œuvre selon un calendrier précis, en fonction de leur niveau de priorité.

Le présent rapport établi en application de l'article 3 à son alinéa 5 de l'instruction n° 017-12-2010 relative à l'organisation du contrôle interne au sein des SFD a pour objet de rendre compte aux autorités de tutelle les relations qu'entretient Assilassimé-Solidarité avec les autorités de tutelle et de contrôle et les activités du contrôle interne effectuées au cours de l'exercice 2020.

Le département a connu un changement en sa tête et plusieurs mouvements de son personnel au cours de l'année 2020. En plus de ces mouvements, la situation de la pandémie de Covid-19 a aussi porté un coup dur aux activités du service. Toutefois, ces mouvements et la pandémie n'ont pas empêché l'exécution de la plus grande partie du plan annuel d'audit validé par le Conseil d'Administration (CA).

Il faut aussi souligner qu'en ce temps de pandémie de Covid-19, l'audit s'est parfaitement conformé à la situation en adaptant ses activités de contrôle aux réalités liées à la pandémie. Entre autres activités imprévues mais réalisées, nous pouvons citer :

- ✓ Le contrôle de mise en place par Assilassimé-Solidarité des dispositifs de lutte contre la pandémie de Covid-19 en faveur du personnel et des bénéficiaires à savoir les dispositifs de lavage des mains dans toutes les agences, la mise à disposition de tout le personnel des gels hydro-alcoolisés et des bavettes ;
- ✓ Le contrôle de mise en application par le personnel et les bénéficiaires des mesures barrières dans les agences et dans les groupes ;
- ✓ La vérification dans les guichets de toutes les agences de la disponibilité des fonds nécessaires pour le retrait des bénéficiaires durant le confinement.
- ✓ La confirmation de soldes des encours de crédit et d'épargne des bénéficiaires afin de s'assurer que les épargnes et les remboursements collectés sont effectivement déposés sur leur compte dans nos livres pour une bonne gestion du portefeuille à risque de l'institution au temps de la pandémie.

En tout, 46 missions ont été réalisées par le service audit interne en 2020 contre 73 prévues soit 63% réalisées avec succès. Le récapitulatif des missions réalisées est présenté dans le tableau ci-dessous :

N°	Les missions réalisées	Nombre	Nombre Agence auditée
1	Audit d'agence (crédit, épargne, recouvrement, contrôle interne, gestion des groupes, suivi des recommandations des audits internes et de la cartographie des risques, finance-comptabilité et sécurité)	14	Les sept(7) agences de Lomé et les deux de l'intérieur
2	Audit de portefeuille (gestion des dossiers de crédit, du PAR, de l'épargne et des opérations dans les groupes)	19	Les agences d'Amlamé, d'Adidogomé, de Sanguéra et de Baguida
3	Audit Financier et Comptable (Examen des états financiers, des écritures comptables, des différences de caisse, du budget et suivi budgétaire, des rapprochements bancaires, des comptes de liaison et des chèques)	4	Le Service comptabilité au siège et les sept (7) agences de Lomé, celle d'Amlamé et d'Anié
4	Audit de Management (Activités du CA, gestion du personnel, des affectations, des politiques et procédures, suivi des recommandations des audits externes et contrôle de la CAS-IMEC)	2	Le Siège
5	Contrôles inopinés (Mise en place des dispositifs de lavage des mains et des gels et leur utilisation, respect des mesures barrières personnel-bénéficiaires, respect des procédures de retrait des bénéficiaires en temps de Covid-19)	7	Les sept (7) agences de Lomé
Total		46	

7.1. Le suivi des recommandations des audits internes et externes

Les différentes recommandations des audits internes et externes et le contrôle de la CAS-IMEC de 2017 ont fait objet de suivi au cours de l'année 2020. La situation est la suivante :

Audit interne

Entité	Nombre de recommandations	Exécutées	Partiellement exécutées	Non exécutées	Taux d'exécution
Les agences	161	109	32	20	68%
Le siège	62	41	14	7	66%
Total	223	150	46	27	67%

En 2020, sur 62 recommandations à l'endroit de la direction, 41 sont exécutées avec succès soit plus de 66% de réalisation. Les agences ont quant à elles, exécuté 109 recommandations sur 161 pour un taux d'exécution de plus de 68%.

Les recommandations les plus importantes non exécutées concernent le paramétrage des frais de gestion pour éviter les écarts de caisse en plus des caissiers, la clôture des comptes qui ont des soldes, la régularisation des comptes doublons dans la base des agences et la régularisation des cas des crédits souffrants sur le PAR de Baguida liés aux malversations des animateurs licenciés Ashraph et Alex. Ces recommandations ont fait l'objet de discussion en comité de direction en 2020 et seront réalisées en 2021.

Audits Externes

Année	Nombre de recommandations	Exécutées	Non exécutées	Taux d'exécution
2017	14	13	1	93%
2018	15	11	4	73%
2019	6	2	4	33%
Total	35	26	9	74%

La plupart des recommandations des audits externes de 2017 et 2018 sont exécutées soit 24 sur 29 en tout. Celles non mises en œuvre sont liées à l'effectif des nationaux au Conseil d'Administration pour plus de participation et de représentativité et celles liées à l'interconnexion des données de l'institution encours de réalisation. Par contre les recommandations de 2019 n'ont pas connu assez d'exécution soit 2 sur 6. Celles qui ne sont pas exécutées concernent la formation de la responsable administrative non encore exécutée à cause de la pandémie de Covid-19, de l'actualisation des données de TPE et celle liée aux retenues sur loyer de locaux de l'agence d'Amlamé encours de réflexion due à la réticence du propriétaire.

Contrôle de la CAS-IMEC

Année	Nombre de recommandations	Exécutées	Non exécutées	Taux d'exécution
2017	81	80	1	99%
Total	81	80	1	99%

Les recommandations issues du contrôle de la CAS-IMEC sont exécutées à 99% à l'exception de celle liée à la simulation du tableau d'Amortissement dont l'application est en cours de réflexion.

7.2. Dispositions internes de LBC-FT

7.2.1. Organisation de la Cellule LBC-FT

Assilassimé-Solidarité ne dispose pas d'une Cellule LBC-FT ni de département de Gestion des Risques ou de conformité pour assurer cette fonction. Mais vu le caractère important que revêt la mise en œuvre des dispositifs de LBC-FT au sein de notre institution et vu l'obligation de la loi, le Conseil d'Administration (CA) a nommé comme Responsable chargé de la LBC-FT suivant le manuel des procédures LBC-FT validé le 04 juillet 2019 à sa clause n°3 de l'introduction le Responsable Audit Interne. Ainsi, les activités de LBC-FT sont assurées par le département d'Audit Interne d'Assilassimé-Solidarité qui a pour mission de veiller au respect de l'application des dispositifs de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC-FT) par Assilassimé-Solidarité.

Le département d'Audit Interne d'Assilassimé-Solidarité, pour son indépendance, est hiérarchiquement placé sous le Conseil d'Administration (CA) à qui il rend compte périodiquement à travers le comité d'audit et fonctionnellement à la direction exécutive. Le comité d'Audit, créé par le Conseil d'Administration (CA) supervise le fonctionnement du département d'audit interne.

7.2.2. Actions menées

Les différentes activités de contrôle LBC-FT réalisées au cours de 2020 se récapitulent comme suit :



7.2.2.1. Sensibilisation des caissiers d'Anié et d'Amlamé

Nous avons procédé à la sensibilisation des caissiers des deux agences de l'intérieur Anié et d'Amlamé sur l'importance de l'identification des clients avant leur intégration dans la base, le suivi des clients et de leurs opérations et les démarches à suivre en cas d'opérations suspectes et de présence des PPE.

7.2.2.2. Contrôle de mise en œuvre des dispositifs internes de LBC-FT

Il s'agit ici de s'assurer de la mise en œuvre des dispositifs internes et du respect des procédures de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et du Financement du Terrorisme. Du 27 au 30 octobre 2020, nous avons procédé à la vérification de l'application des dispositifs internes d'identification des bénéficiaires, de détection des opérations suspectes et de la conservation des documents afférents à l'agence d'Anié et d'Amlamé.

Nous avons par ailleurs vérifié les mises à jour périodiques de la liste des personnes suspectes dans le SIG.

7.2.3. Résultats obtenus

A l'issue de ces vérifications, nous avons noté les résultats ci-après :

- L'existence des dispositifs internes de LBC-FT est connue de tout le personnel ;
- Le logiciel LBC-FT est configuré sur le serveur de toutes les agences ;
- Les cibles les plus concernées qui sont les animateurs et les caissiers des agences de Lomé sont conscients de l'importance de leur rôle dans la lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme ;
- Les animateurs et les caissiers des agences de l'intérieur, bien qu'ayant connaissance de LBC-FT, méconnaissent les procédures de détection des opérations et des personnes suspectes.

En somme, nous n'avons détecté aucun cas suspect susceptible d'être déclaré à la CENTIF durant cet exercice 2020.

7.2.4. Perspectives pour l'année 2021

La planification des activités de Lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme (LBC-FT) de l'année 2021 est illustrée dans le tableau ci-dessous :

N°	Objectifs	Actions	Timing	Responsable
1	Faire audit de conformité du manuel des procédures de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et du Financement du Terrorisme (LBC-FT)	Examiner la conformité des procédures LAB-FT par rapport à la loi et faire recommandations de leur mise à jour si nécessaire	31/08/ 2021	Responsable LBC-FT
2	Faire formation à tout le personnel sur la LBC-FT	Expliquer à tout le personnel le contenu des procédures LBC-FT (de l'identification jusqu'à la déclaration à la CENTIF) et le rôle de tous les employés et dirigeants dans la prévention de l'application de LBC-FT	31/09/2021	Responsable LBC-FT et les auditeurs
3	Contrôler trimestriellement la mise en œuvre par le personnel des dispositifs de LBC-FT	Vérifier à chaque mission d'audit d'agence le respect des dispositifs internes de LBC-FT	A chaque trimestre de 2021	Responsable LBC-FT et les auditeurs
4	Suivre semestriellement la mise à jour de la liste des personnes suspectes dans le logiciel LBC-FT	Faire le suivi de la mise à jour de la liste des personnes suspectes dans le logiciel LBC-FT accompagné d'un rapport adressé au Comité d'Audit et à la direction	Chaque semestre de 2021	Responsable LBC-FT
5	Déclarer chaque cas suspect	Déclarer à la CENTIF chaque cas d'opérations ou de personnes suspectes à la CENTIF	Continu	Responsable LBC-FT
6	Rédiger un rapport LBC-FT de fin d'exercice et l'envoyer à CENTIF et à la CAS-IMEC	Rédiger le rapport LBC-FT à communiquer à CENTIF et CAS-IMEC avant la fin du mois de janvier 2022.	31/01/2020	Responsable LBC-FT

7.2.5. Relation avec les autorités de tutelle et le partenaire chargé de l'Audit Externe

Assilassimé-Solidarité considère que ses relations avec les autorités sont bonnes car elle se donne le devoir de se conformer aux textes et instructions qui régissent les engagements des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) envers les autorités de tutelle. Assilassimé envoie régulièrement et dans les délais les rapports de contrôle trimestriel, les états de suivi des recommandations des audits internes et externes, le rapport annuel de contrôle global, le rapport annuel de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et du Financement du Terrorisme (LBC-FT) et toutes autres informations demandées.

Sur le plan du contrôle externe, Assilassimé-Solidarité a confié la réalisation de l'audit des comptes de l'exercice 2020 au Cabinet ACR (Assistance & Consulting For Result) avec qui elle entretient une chaleureuse relation.

VIII- Difficultés rencontrées

L'année 2020 a été une année de toutes les difficultés pour Assilassimé à cause la crise sanitaire liée au COVID 19. L'encours de crédit a connu une forte diminution à cause de la crise sanitaire malgré les divers efforts du personnel et des partenaires ; les différentes mesures prises par le gouvernement pour limiter la propagation du virus ont eu un impact très négatif sur les remboursements compte tenu de la méthodologie de groupe utilisée par Assilassimé ;

Les interdictions de regroupement au-delà de 15 personnes ont agi sur la mise en œuvre du plan de formation de 2020. Ainsi, 11 248 sessions de formations réalisées contre 40 938 initialement prévues ;

L'utilisation de la plateforme mCélérium installé sur les terminaux de paiement électroniques pour la collecte des données a connu quelques perturbations à cause des difficultés de synchronisation avec le logiciel Perfect.

Toutes ces difficultés ont abouti au non atteint des objectifs de l'année

IX- Perspectives

- Les perspectives d'Assilassimé se déclinent comme suit :
 - Démarrer le processus de transformation institutionnelle en société anonyme après adoption de la nouvelle par la Banque Centrale ;
 - Réaliser les études prospection dans des zones à fortes potentialités pour la création de nouvelles agences dans les années à venir ;
 - Envisager de répondre à la demande des bénéficiaires qui est de voir les réunions bimensuelles en réunions mensuelles. Un pilote est lancé et l'évaluation permettra de tirer les conclusions ;
 - Interconnecter les neufs (09) agences d'Assilassimé afin de non seulement faciliter les transactions financières aux bénéficiaires mais également de disposer de la base de données à temps réel pour produire les reporting dans les meilleurs délais ;
 - Digitaliser les canaux de distributions de produits aux bénéficiaires à travers des solutions Wallet to Bank, Bank to Wallet et le SMS banking ;
 - Maintenir et améliorer le niveau de performance sociale conformément à la vision d'Assilassimé Solidarité ;
 - Réaliser un atelier de planification stratégique et élaborer un nouveau plan d'affaires (2020-2026) de l'institution ;
 - Définir la stratégie environnementale d'Assilassimé et envisager la création des produits verts pour les bénéficiaires ;
- Développer une plateforme Perfect Mobile pour remplacer l'application mCélérium afin d'assurer une bonne synchronisation des données ;





2^{ème}

Partie

ANNEXES

1) STATISTIQUES DES DONNEES D'ASSILASSIME

EXPEDITEUR			STATISTIQUES TRIMESTRIELLES Situation au 31/12/2020	DESTINATAIRE		
SIGLE : ASSILASSIME SOLIDARITE				MFBP / CAS-IMEC		
BP : 13 979		SIEGE : LOME		BP : 35251 Lomé		
TEL : 22 51 12 34				CASEF 2è Etage, Portes 226		
E-MAIL : assilassime.solidarite@entrepreneursdumonde.org				Tél : 22 40 87 55		
Statut juridique : Association				Fax : 22 21 09 05		
				E-mail : casimec2009@yahoo.fr		
Type d'organisation : Associative				Site web: www.finances.gouv.tg		
	INDICATEURS NON FINANCIERS			2019	2020	Var %
NOMBRE DE MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS						
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1) + (2)				60 665	71 487	17,84%
				59 917	70 469	17,61%
<i>Nombre de personnes physiques non membres de groupements (1) = (a)+(b)</i>						
* Hommes (a)				3 525	4 680	32,77%
* Femmes (b)				47 507	65 789	16,66%
<i>Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)</i>				748	1 018	36,10%
Nombre de groupements de personnes physiques-bénéficiaires						
				59 917	70 469	17,61%
<i>Nombre total des membres des groupements de personnes physiques -bénéficiaires (a)+(b)</i>						
* Hommes (a)				3 525	4 680	32,77%
* Femmes (b)				56 392	65 789	16,66%
EFFECTIF DES DIRIGEANTS ET DU PERSONNEL EMPLOYE						
Nombre de membres du Conseil d'Administration ou de l'organe équivalent						
Nombre de membres du Conseil de surveillance				5	5	-
Nombre de membres du Comité de Crédit						
Effectif total des employés (1)+(2)				112	117	4,46%
* Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance (1)				13	13	-
* Autres employés (2)				99	104	5,05%
Agents nationaux sous contrat à durée indéterminée				50	60	20%
Agents nationaux sous contrat à durée déterminée				49	44	-10,20%
Personnel expatrié sous contrat à durée indéterminée						
Personnel expatrié sous contrat à durée déterminée						

NOMBRE DES DEPOSANTS	51 558	59 933	16,24%
Nombre total de déposants (1)+(2)	50 897	59 016	15,95%
Nombre de déposants - personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	3 000	3 926	30,87%
* Hommes (a)	47 897	55 090	15,02%
* Femmes (b)	661	920	39,18%
Nombre de déposants - personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	50 897	59 016	15,95%
NOMBRE DE CREDIT EN COURS			
Nombre de crédit en cours (1)+(2)	23 136	21 041	-9,06%
Nombre de crédits en cours sur les personnes physiques membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	23 136	21 041	-9,06%
* Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	1 620	1 773	9,44%
* Nombre de crédits en cours sur les femmes (b)	21 516	19 268	-10,45%
Nombre de crédits en cours sur les personnes morales (groupements de personnes physique, entreprise associations, etc.) (2)			
REPARTITION DES CREDITS SELON LEUR OBJET	1 868 829 557	1 918 729 774	8,08%
Crédits immobiliers			
Crédits d'équipement			
Crédits à la consommation			
Crédits de trésorerie	1 741 031 544	1 806 573 161	3,76%
Autres crédits (commerciaux)	127 798 013	112 156 613	-12,24%
NOMBRE DE CREDITS EN SOUFFRANCE			
Nombre de crédits en souffrances (1)+(2)	640	522	-18,44%
Nombre de crédits en souffrance sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	640	522	-18,44%
* Nombre de crédit en souffrance sur les hommes (a)	579	467	-19,34%
* Nombre de crédit en souffrance sur les femmes (b)	61	55	-9,84%
Nombre de crédits en souffrance sur les personnes morales (groupement de personne physique, entreprises associations, etc.) (2)			
INDICATEURS SUR LA SURVEILLANCE			
Nombre d'institutions affiliées*			
Nombre d'institutions affiliées contrôlées*			
Nombre de réunions tenues par le Conseil de Surveillance*			-

Nombre d'agences ou de points de services**	8	9	12,5%
Nombre de rapports de contrôle interne**	12	12	-
NOMBRE DE STRUCTURES DE BASE (Caisses Autorisées)	1	1	-
Nombre de points de services, d'antennes ou d'agences	8	9	12,5%

2) DONNEES GENERALES

Tableau n°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unités)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1) +(2)	60 665	71 487	17,84%
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	59 917	70 469	17,61%
Hommes (a)	3 525	4 680	32,77%
Femmes (b)	56 392	65 789	16,66%
Nombre de personnes morales (groupement de personnes physiques, entreprises, associations, etc.)(2)	748	1 018	36,10%
Nombre de groupements de personnes physiques bénéficiaires (3) = (c)+(d)			
Hommes (c)	3 525	4 680	32,77%
Femmes (d)	56 392	65 789	16,66%

Tableau n°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Nombre de membres du Conseil d'Administration ou de l'organe équivalent	5	5	-
Nombre de membres du Conseil de Surveillance (*)	0	0	-
Nombre de membres du Comité de Crédit (*)	10	10	-
Nombre de membres des autres comités créés par le SFD (**)			
Effectif total des employés (3) = (1) + (2)	112	117	4,46%
Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance) dont : (1)	13	13	-
- nationaux			
- personnel expatrié			
Autres employés (2) = (a) - (b) + (c)	99	104	5,05%
Agents permanents (a)	50	60	20%
Agents contractuels (b)	49	44	-10,20%
Personnel expatrié (c)			

(*) A renseigner par les institutions coopératives ou mutualistes d'épargne et de crédit

(**) A préciser

3) DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

Tableau n°3.1 : Evolution du montant des dépôts (en FCFA)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation %
Montant total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1) + (2)	1 070 287 272	1 097 118 005	2,51%
Montant des dépôts des personnes physiques membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	1 052 825 267	1 069 202 673	1,56%
□ Montant des dépôts des hommes (a)	64 029 690	81 352 745	27,05%
□ Montant des dépôts des femmes (b)	988 795 577	987 849 928	-0,096%
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	17 462 005	27 915 332	59,86%

Tableau n°3.3 : Evolution du nombre de déposants (membres, bénéficiaires clients ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Nombre total des déposants (1) + (2)	51 558	59 933	16,24%
Nombre de déposants personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	50 897	59 016	15,95%
☐ Nombre de déposants hommes (a)	3 000	3 926	30,87%
☐ Nombre de déposants femmes (b)	47 897	55 090	15,02%
Nombre de déposants personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	661	920	39,18%
Nombre de comptes inactifs			
Montant des soldes des comptes inactifs			
Nombre total des comptes	51 558	59 933	16,24%

Tableau n° 3.4 : Evolution du capital social *

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Montant du capital social (en milliers de FCFA)	0	0	-

* pour les sociétés de capitaux

4) DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE)

Tableau n°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts accordés* (en milliers de FCFA)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Montant des prêts accordés (1) + (2)	5 217 813 050	4 827 188 000	-7,49%
Montant des prêts accordés aux personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	5 217 813 050	4 827 188 000	-7,49%
☐ Montant des prêts accordés aux hommes (a)	344 950 000	351 025 000	4,8%
☐ Montant des prêts accordés aux femmes (b)	4 872 863 050	4 476 163 000	-8,14%
Montant des prêts accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0	-

* il s'agit du montant des prêts accordés dans l'année

Tableau n°4.2 : Evolution du nombre de prêts accordés dans l'année (en unité)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
-------------	-------------	-----------	---------------

Nombre de prêts accordés (1) + (2)			
Nombre de prêts accordés aux personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	33 634	33 805	0,51%
□ Nombre de prêts accordés aux hommes (a)	1 801	2 449	35,98%
□ Nombre de prêts accordés aux femmes (b)	31 833	31 356	-1,5%
Nombre de prêts accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0		0
Montant moyen des prêts accordés (somme des prêts rapportées au nombre de prêts accordés)	100 514	142 795	42,06%

Tableau n° 4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)

Nature de l'engagement donné	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Engagement de financements donnés en faveur des institutions financières	0	0	
Engagement de financements donnés en faveur des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	
Engagement de garanties d'ordre des institutions financières	0	0	
Engagement de garanties d'ordre des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	

Tableau n° 4.4 : Encours de crédit au 31 décembre (en FCFA)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Encours total de crédits (1) + (2)	2 059 627 460	1 918 729 774	-6,84%
Encours de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	2 059 627 460	1 918 729 774	-6,84%
□ Encours de crédits sur les hommes (a)	143 208 878	167 609 533	17,04%
□ Encours de crédits sur les femmes (b)	1 916 418 582	1 751 120 241	-8,77%
Encours de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc) (2)	0	0	-

Tableau n°4.5 : Nombre de crédits en cours au 31 décembre (en unité)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Nombre de crédits en cours (1) +(2)	19 313	21 041	-9,06%
Nombre de crédits en cours sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	19 313	21 041	-9,06%
□ Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	1 023	1 770	9,26%
□ Nombre de crédits en cours sur les femmes (b)	18 290	19 271	-10,43%
Nombre de crédits en cours sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	-	-	-

Tableau n° 4.8 : Opérations de crédit sur les ressources affectées

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées			
Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)			
Nombre de crédits en cours sur ressources affectées			
Montant des crédits en cours sur ressources affectées (en milliers de FCFA)			

Tableau 4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	23 529 370	49 305 779	109,55%
Taux brut des créances en souffrance ¹	1,14%	2,57%	125,44%
Taux de remboursement des crédits accordés ²	88,84%	99,46%	11,95%
Taux de recouvrement des créances en souffrance ³			
Encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)			
Taux brut de créances en souffrance sur ressources affectées ⁴			
Taux de remboursement des crédits accordés sur ressources affectées ⁵			
Taux de recouvrement des créances en souffrance sur ressources affectées ⁶			
Montant des crédits passés en perte (en milliers de FCFA)	5 357 690	6 460 115	20,58%
Taux de perte sur créances ⁷	0,26%	0,34%	30,77%

¹ rapport entre l'encours brut des créances en souffrance et le total de l'encours brut des crédits

² rapport entre les échéances remboursées et le montant attendu au cours de l'année

³ rapport entre le montant des créances en souffrance recouvrées et le montant total des créances en souffrance

⁴ rapport entre l'encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées et le montant total de l'encours brut des crédits sur ressources affectées.

⁵ rapport entre le montant des échéances des crédits sur ressources affectées effectivement remboursées et le total des échéances attendues sur les crédits sur ressources affectées

⁶ rapport entre le montant recouvré sur créances en souffrance sur ressources affectées et le total des créances en souffrance sur ressources affectées

⁷ rapport entre le montant des crédits passés en perte et le total de l'encours des crédits de la période

Tableau n°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme

Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année n)		Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année n-1)		Validation de l'encours des crédits à court terme	Validation de l'encours des crédits à moyen et long terme
Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme		
1 899 504 224	19 225 550	2 047 331 547	12 295 913	-6,98%	56,36%

Tableau n°4.7 : Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et commission Bancaire de l'UMOA)

Prénoms et nom	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur
NEANT		

5) DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

5.1 Activités de transfert rapide d'argent

Informations d'ordre général :

- nom et adresse du représentant (Banque, Poste) ;
- nom et adresse de la société représentée (western union, money gram, etc) ;
- nombre d'opérations exécutées au cours l'année :

A l'émission

A la réception

Tableau n°5.1 : Opération de transferts (en milliers de FCFA)

Rubriques	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Transfert reçus (1)	NEANT		
UEMOA			
Autres pays africains			
Union européenne			
Etats Unis			
Autres pays			
Transferts émis (2)			
UEMOA			
Union européenne			
Etats Unis			
Autres pays			
Solde des transferts (3) = (1) + (2)			

5.2 Activités de micro assurance

Information d'ordre général :

- Nombre de bénéficiaires ;
- Catégories de prestations offertes : à détailler

Tableau n° 5.2 : Opérations de micro assurances (en milliers de FCFA)

Rubriques	Année (n-1)	Année (n)	Variation (en %)
Montant des primes émises	NEANT		
Assurance-vie			
Assurance non vie			
Montant des arriérés de primes			
Montant des sinistres à payer			

Tableau n° 5.3 : Opérations de change

Devises concernées	Montant des devises achetées	Contrevaleur en FCFA des devises achetées	Montant des devises vendues	Contre-valeur en FCFA des devises vendues
EURO (EUR)				
Dollar des EU (USD)	NEANT			
Franc Suisse (CHF)				
Livre Sterling (GBP)				
Autres				

6) AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Tableau n°6.1 : Tarification des opérations avec la clientèle (*)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)
Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	6,00%	6,00%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	18%	18%
Taux d'intérêt effectif global (**)	22,59%	22,59%

(*) : Communiquer le taux d'intérêt annuel

(**) : Indiquer le mode de détermination

Tableau n°6.2 : Réparation des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

Objet du crédit	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Crédits immobiliers	0	0	
Crédits d'équipement	0	0	
Crédits à la consommation	0	0	
Crédits en trésorerie	0	0	
Autres crédits (commerces alimentaires, non alimentaires, mixtes, restauration et prestation de service)	5 217 813	4 827 188	-7,49%

Tableau 6.3 : Dons et œuvres sociales

Références du bénéficiaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financières (en FCFA)
NEANT		

Tableau 6.4 : Répartition sectorielles des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

Secteurs d'activité	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	0	0	
Industries extractives	0	0	
Industries manufacturières	0	0	
Bâtiment et travaux publics	0	0	
Commerce, restaurants, hôtels	5 217 813	4 827 188	-7,49%
Electricité, gaz, eau	0	0	
Transports, entrepôts et communications	0	0	
Assurances, services* aux entreprises	0	0	
Immobilier	0	0	
Services divers	0	0	

* La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

7) OPERATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

Tableau n°7 : Opérations avec les autres institutions financières (établissement de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Encours des placements auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)			
Encours des emprunts auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)			
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières			
Taux d'intérêt moyen des emprunts obtenus dans l'année auprès des institutions financières			
Ressources affectées (en milliers de FCFA)			
Subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)			
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)			

Non applicable car la structure n'est pas un réseau.

8) FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

Tableau n°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Par l'assemblée Générale	1	1	-
Par le conseil d'Administration ou l'organe équivalent	4	4	-
Par le Conseil de Surveillance (*)	3	3	-
Par le Comité de Crédit (*)	12	12	-
Par les autres comités (**)	-	-	-

(*) A renseigner par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit

(**) A préciser

9) PERFORMANCES FINANCIERES

Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

Indicateurs	2019	2020	Variation (%)
Marge d'intérêt en milliers de FCFA	388 220 057	327 843 524	-15,55%
Produit financier net en milliers de FCFA	360 212 644	337 681 238	-6,26%
Résultat net en milliers de FCFA	- 51 695 062	-97 999 501	89,57%
Taux de marge nette ¹	13,32%	29,89%	124,40%

¹ Le taux de marge nette est égal au rapport entre le résultat net et la marge d'intérêt.

10) BILAN VERSION DEVELOPEE

BILAN VERSION DEVELOPEE										DIMF 2000
Etat : TOGO										
Etablissement :										
DATE D'ARRETE DES COMPTES : 2020/12/31										
D : AAO										
F:XX/NT:XXX (en Francs CFA)										
M:X										
N.S. :XXX X/XX										
Code Poste	ACTIF	BRUT	AMORT/PROV	NET	2019	Code Poste	PASSIF	NET	2019	
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	799 425 821		799 425 821	462 539 377	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 031 194 040	987 382 256	
A10	Valeur en caisse	23 594 325		23 594 325	16 324 910	F1A	Comptes ordinaires créditeurs			
A11	Billets monnaies	23 594 325		23 594 325	16 324 910	F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs			
A12	Comptes ordinaires débiteurs	375 138 345		375 138 345	245 193 634	F2B	Dépôts à terme reçus			
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	400 000 000		400 000 000	200 000 000	F2C	Dépôts de garantie reçus			
A2H	Dépôts à terme constitués	400 000 000		400 000 000	200 000 000	F2D	Autres dépôts reçus			
A2I	Dépôts de garantie constitués					F3A	Comptes d'emprunts	1 026 168 970	982 592 798	
A2J	Autres dépôts constitués					F3E	Emprunts à moins d'un an			
A3A	Comptes de prêts					F3F	Emprunts à terme	1 026 168 970	982 592 798	
A3B	Prêts à moins d'un an					F50	Autres sommes dues aux institutions financières			
A3C	Prêts à terme					F55	Ressources affectées			
A60	Créances rattachées	693 151		693 151	1 020 833	F60	Dettes rattachées	5 025 070	4 789 458	
A70	Prêts en souffrance					G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 097 129 305	1 070 303 272	
	Prêts immobilisés					G10	Comptes ordinaires créditeurs	517 658 343		
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus					G15	Dépôts à terme reçus			
A72	Prêts en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus					G2A	Comptes d'épargne à régime spécial			

A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus					G30	Autres dépôts de garantie reçus	579 170 992	639 425 380
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFCIAIRES OU CLIENTS	1 924 010 644	26 669 214	1 897 341 430	2 051 339 216	G35	Autres dépôts reçus	299 970	430 877 892
B2D	Crédits à court terme	1 846 466 445		1 846 466 445	2 023 802 177	G60	Emprunts		
B2N	Comptes ordinaires					G70	Autres sommes dues		
B30	Crédits à moyen terme	22 957 550		22 957 550	12 295 913	G90	Dettes rattachées		
B40	Crédits à long terme					H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	96 155 728	6 967 475
B65	Créances rattachées	5 280 870		5 280 870	6 972 790	H10	Versements restant à effectuer		
B70	Crédits en souffrance	49 305 779	26 669 214	22 636 565	8 268 336	H40	Créditeurs divers	90 620 774	1 129 881
	Crédits immobilisés					H6A	Comptes d'ordre et divers	5 534 954	5 837 594
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	36 716 323	14 668 605	22 047 718	6 169 798	H6B	Comptes de liaison		
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	2 961 833	2 372 986	588 847	2 098 538	H6C	Comptes de différences de conversion		
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	9 627 623	9 627 623			H6G	Comptes de régularisation-passif	5 534 954	5 837 594
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	27 323 802	3 630 500	23 693 302	106 541 134	H6P	Compte d'attente-passif		
C10	Titres de placement					K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
C30	Comptes de stocks	9 117 308		9 117 308	18 838 800	K20	Titres de participation		
C31	Stock de meubles					L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	567 701 045	626 392 866
C32	Stocks de marchandises					L10	Subventions d'investissement	2 852 016	927 846
C33	Stocks de fournitures	8 731 308		8 731 308	9 201 700	L20	Fonds affectés	19 678 710	
C34	Autres stocks et assimilés	386 000		386 000	9 637 100	L21	Fonds de garantie	19 678 710	
C40	Débiteurs divers	12 177 094	3 630 500	8 546 594	86 376 534	L22	Fonds d'assurance		
C55	Créances rattachées					L23	Fonds de bonification		

C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat								L24	Fonds de sécurité		
C59	Valeurs à rejeter								L25	Autres fonds affectés		
C6A	Comptes d'ordre et divers	6 029 400				6 029 400	1 325 800		L27	Fonds de crédit	676 833 929	676 833 929
C6B	Comptes liaison								L30	Provisions pour risques et charges		
C6C	Comptes de différence de conversion								L31	Provisions pour charges de retraite		
C6G	Comptes régularisation - actif	6 029 400				6 029 400	1 325 800		L32	Provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature		
C6Q	Comptes transitoires								L33	Autres provisions pour risques et charges		
C6R	Comptes d'attente - actif								L35	Provisions règlementées		
D01	VALEURS IMMOBILISEES	141 256 748	69 537 183			71 719 565	70 626 142		L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes		
D1A	Immobilisations financières								L37	Provision spéciale de réévaluation		
D10	Prêts et titres subordonnés								L41	Emprunt et titres émis subordonnés		
D1E	Titres de participation								L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés		
D1L	Titres d'investissement								L45	Fonds pour risques financiers généraux		
D1S	Dépôts et cautionnements	6 210 000				6 210 000	5 490 000		L50	Primes liées au capital		
D23	Immobilisations en cours								L55	Réserves	48 923	
D24	Incorporelles								L56	Réserve générale	48 923	
D25	Corporelles								L57	Réserves facultatives		
D30	Immobilisations d'exploitation	135 046 748	69 537 183			65 509 565	65 136 142		L58	Autres réserves		
D31	Incorporelles	34 439 150	20 829 340			13 609 810	16 453 925		L59	Ecart de réévaluation des immobilisations		
D36	Corporelles	100 607 598	48 707 843			51 899 755	48 682 217		L60	Capital		
D40	Immobilisations hors exploitation								L61	Capital appelé		
D41	Incorporelles								L62	Capital non appelé		
D45	Corporelles								L65	Fonds de dotation	17 704 800	
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie								L70	Report à nouveau (+ ou -)	-51 417 832	326 153

D46	Incorporelles									L 75	Excédent des produits sur les charges		
D47	Corporelles									L 80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	-97 999 501	
D50	Crédit bail et opérations assimilées									L 81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	-97 999 501	
D51	Crédit-bail									L 82	Excédent ou déficit de l'exercice		-51 695 062
D52	L.O.A												
D53	Location-vente												
D60	Créances rattachées												
D70	Créances en souffrance												
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus												
D72	Créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus												
D73	Créances en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus												
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OUMEMBRES												
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé												
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé												
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS												
E90	TOTAL DE L'ACTIF			2 892 017 015	99 836 897	2 792 180 118	2 691 045 869		L 90	TOTAL DU PASSIF	2 792 180 118	2 691 045 869	

11) COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPEE

COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPEE										DIMF 2080	
Etat : TOGO			Etablissement :			ASSILASSIME SOLIDARITE				(En Franc CFA)	
DATE D'ARRETE DES COMPTES : 2020/12/31			D : RA0								
P: A			F : xx/NT : xxx								
N.S. : TOG x/xx			M : I								
Code poste	CHARGES	déc.-20	déc.-19	Code poste	PRODUITS	déc.-20	déc.-19				
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	58 919 709	54 481 008	V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	113 600	4 697 290				
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	-	-	V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	-	-				
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier						
R1C	Caisse centrale			V1C	Caisse centrale						
R1D	Trésor Public			V1D	Trésor Public						
R1E	CCP			V1E	CCP						
R1F	Banques et correspondants			V1F	Banques et correspondants						
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers						
R1I	SFD			V1I	SFD						
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières						
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	-	-	V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs	-	4 697 290				
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Dépôts à terme constitués		4 697 290				
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Dépôts de garantie constitués						
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Autres dépôts constitués						
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	58 919 709	54 481 008	V2A	Intérêts sur comptes de prêts	-	-				
R2F	Intérêts sur emprunt à moins d'un an			V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an						
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	58 919 709	54 481 008	V2G	Intérêts sur prêts à terme						

R2R	Autres intérêts	-	-	V2Q	Autres intérêts	-	-
R2T	Divers intérêts			V2S	Divers intérêts		
R2Z	Commissions			V2T	Commissions	113 600	
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	-	-	V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	386 649 633	415 053 309
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires, clients	-	-	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	296 639 568	316 228 609
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs			V3G	Autres crédits à court terme	295 929 046	315 927 113
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus			V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	710 522	301 496
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial			V3N	Intérêts sur crédits à long terme		
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			V3R	Autres intérêts	-	-
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus			V3T	Divers intérêts		
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues			V3X	Commissions	90 010 065	98 824 700
R3Q	Autres intérêts						
R3T	Commissions						
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	327 843 524	365 269 591		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-	-
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	58 919 709	54 481 008		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	386 763 233	419 750 599
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	-	-	V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET SUR OPERATIONS DIVERSES	-	-
R4C	Charges et pertes sur titres de placement			V4C	Produits et profits sur titres de placement		
R4K	Charges sur opérations diverses			V4D	Intérêts sur crédits accordés aux personnel non membres		
R4N	Commissions			V4E	Produits sur opérations diverses		
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	V4F	Commissions		
R5C	Frais d'acquisition			V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-
R5D	Étalement de la prime			V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés		
R5E	Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		-	V5D	Dividendes et produits assimilés sur titres de participation		

R5G	Charges sur opérations de crédit-bail	-	-	V5F	Produits et profits sur titres d'investissements	
R5H	Dotations aux amortissements			V5G	PRODUITS SUR CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	-
R5J	Dotations aux provisions			V5H	Produits sur opérations de crédit-bail	-
R5K	Moins-values de cession			V5J	Loyers	
R5L	Autres charges			V5K	Reprises de provisions	
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat	-	-	V5L	Plus -values de cession	
R5N	Dotations aux amortissements			V5M	Autres produits	
R5P	Dotations aux provisions			V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	-
R5Q	Moins-values de cession			V5P	Loyers	
R5R	Autres charges			V5Q	Reprises de provisions	
R5S	Charges sur opérations de location-vente	-	-	V5R	Plus -values de cession	
R5T	Dotations aux amortissements			V5S	Autres produits	
R5U	Dotations aux provisions			V5T	Produits sur opérations de location-vente	-
R5V	Moins-values de cession			V5V	Loyers	
R5X	Autres charges			V5W	Reprises de provisions	
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés			V5X	Plus-values de cession	
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE	-	-	V5Y	Autres produits	
R6B	Perles sur opérations de change			V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGE	-
R6C	Commissions			V6B	Gains sur opérations de change	
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	-	-	V6C	Commissions	
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières			V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	-
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, bénéficiaires ou clients			V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières	
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	

R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients				V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières		
R6S	Charges sur engagements sur titres				V6P	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6T	Charges sur autres engagements reçus				V6Q	Produits sur engagements sur titres		
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	15 105 212	11 308 538		V6R	Produits sur autres engagements donnés		
R6W	Charges sur les moyens de paiement				V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	15 105 212	11 308 538		V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	24 942 926	6 251 591
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	-	-		V6V	Produits sur les moyens de paiement		
R7B	Moins-value de cession d'éléments d'actif				V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	24 942 926	6 251 591
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière				V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	-	-
R7D	Diverses charges d'exploitation financière				V7B	Plus-values de cession d'éléments d'actif		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	24 942 926	6 251 591		V7C	Transferts de charges d'exploitation financière		
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	15 105 212	11 308 538		V7D	Divers produits d'exploitation financière		
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	327 843 524	365 269 591			AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	15 105 212	11 308 538
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	9 837 714	-			AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	24 942 926	6 251 591
	PRODUIT NET FINANCIER	337 681 238	360 212 644			MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-	-
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	11 262 932	53 742 138			AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	-	5 056 947
R8G	Achats de marchandises	10 792 540	54 899 150			CHARGE FINANCIERE NETTE	-	5 056 947
R8J	Stocks vendus					VENTES	12 525 290	60 361 140
R8L	Variations de stocks de marchandises	470 392	- 1 157 012		V8B	MARGE COMMERCIALE		
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	481 891 623	442 070 208		V8C	Ventes de marchandises	12 525 290	60 361 140
S02	FRAIS DE PERSONNEL	284 273 332	260 157 543			PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	55 538 966	23 017 769
S03	Salaires et traitements	239 841 783	219 087 930		W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	-	-

S04	Charges sociales	37 410 447	32 953 837	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	
S05	Appointements et indemnités versés aux stagiaires	7 021 102	8 115 776	W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçus	
S1A	IMPÔTS ET TAXES	322 840	272 599	W4G	Plus-values de cession	-
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	302 848	185 500	W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles	
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvement assimilés versés à l'administration des impôts	19 992	87 099	W4J	sur immobilisations financières	
S1D	Impôts directs			W4K	Revenus des immobilisations hors exploitation	
S1G	Impôts indirects			W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	-
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	19 992	87 099	W4M	Charges re facturées	
S1J	Impôts et taxes divers			W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices	
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes			W4P	Autres transferts de charges	
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	117 008 583	125 974 665	W4Q	Autres produits divers d'exploitation	
S2B	Services extérieurs	36 875 489	40 521 170	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE	-
S2C	Redevances de crédit-bail			W51	Immobilisations corporelles	
S2D	Loyers	12 688 984	11 944 000	W52	Immobilisations incorporelles	
S2F	Charges locatives et de co-propriété			W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	21 974 373
S2H	Entretien et réparations	3 152 377	2 143 587	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	
S2J	Primes d'assurance	13 656 437	12 351 181	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-
S2K	Etudes et recherches			X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	
S2M	Frais de formation du personnel	4 194 637	12 519 233	X56	Reprises de provisions sur immobilisations	
S2L	Divers	3 183 054	1 563 169	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	17 093 028
S3A	Autres services extérieurs	79 799 408	84 637 688	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	17 092 978

S3B	Personnel extérieur à l'institution	15 113 535	12 703 239	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	19 259 791	7 859 377
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 349 321	5 350 467	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	3 361 376	6 351 992
S3E	Publicité, publications et relations publiques	2 082 700	5 691 931	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	10 835 276	2 881 609
S3G	Transports de biens	83 997	85 500	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
S3J	Transports collectifs du personnel			X6H	Reprises de provisions pour risques et charges		
S3L	Déplacements, missions et réceptions	4 700 462	6 284 850	X6I	Reprises de provisions réglementées		
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	40 570 214	46 073 641	X6J	Récupération sur créances amorties	108 150	50
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	10 899 179	8 448 060	X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 985 321	3 122 461
S3P	Divers			X8I	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	708 202	2 529 305
S4A	Charges diverses d'exploitation	333 686	815 807	L80	DEFICIT	97 999 501	51 695 062
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires						
S4D	Indemnités de fonction versées						
S4I	Frais de tenue d'assemblée	307 128	693 765				
S4K	Moins-value de cession sur immobilisations	-	-				
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles						
S4M	sur immobilisations financières						
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	-	-				
S4Q	Produits rattachés						
S4R	Autres transferts de produits						
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	26 558	122 042				
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	1 755 250	1 815 250				
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	27 206 880	19 942 771				
T53	Dotation aux amortissements de charges à répartir						

12) TABLEAU DES RESSOURCES AFFECTEES

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES				DIMF 2005
Etat: TOGO		Etablissement : ASSILASSIME SOLIDARITE		
Date d'arrêté : 2020/12/31		D : BG0	F : 01/001	
D : BG0				
P : A		N.S. :	M : 1	(en Francs CFA)
Code	LIBELLES	Montant brut	Amortissements/ Provisions	Montants nets
	ACTIFS			
B02	Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	1 918 729 774	26 669 214	1 892 060 560
B2D	Crédits à court terme	1 846 466 445	0	1 846 466 445
B30	Crédits à moyen terme	22 957 550	0	22 957 550
B40	Crédits à long terme	0	0	0
B70	Crédits en souffrance	49 305 779	26 669 214	22 636 565
D50	Crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
D51	Crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
D52	Location avec option d'achat	0	0	0
D53	Location-vente	0	0	0
D70	Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
	PASSIF	517 658 343	0	517 658 343
G02	Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients	517 658 343	0	517 658 343
G10	Comptes ordinaires créditeurs	517 658 343	0	517 658 343
G15	Dépôts à terme reçus	0	0	0
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0
G60	Emprunts	0	0	0
G70	Autres sommes dues	0	0	0

13) ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS							DIMF 2012
Etablissement : ASSILASSIME SOLIDARITE							
Etat : TOGO							
Date d'arrêté : 2020/12/31							
D :BF0							
F: 01/001							
P: A N.S M: 1 (en Francs CFA)							
PRENOMS/NOMS/N�� D'IDENTIFICATION				DUREE INITIALE DU CREDIT	DUREE RESTANTE A COUVRIR	MONTANT BRUT EN CFA	
N��	Nom & Prénoms	Numéros de membre	Numéros de compte				
1	AQUEREBURU Ahlonkoba Afiwa	A0000021				3 927 800	
2	AFETOR Komi Afenyo	A0000055				3 656 700	
3	TANYETO Kossiwa judith	A0201301				3 423 800	
4	TEVI Akua mawulawoe	A0205925				2 602 700	
5	AGOSSOR Yaovi	A0000019				2 350 600	
6	HOUNKPATI AMIVI JOSEE	A0202359				2 082 200	
7	BABOU Ama	A0201833				2 054 300	
8	EKPONDOAVE Afiwavi	A0401904				2 027 000	
9	HOUZANDJI ABLA	A0107898				1 689 200	
10	SEMENOU Enyonam	A0101909				1 610 200	
				TOTAL		25 424 500	

14) ETAT D'AFECTATION DU RESULTAT

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES				DIMF 2005
Etat: TOGO Etablissement : ASSILASSIME SOLIDARITE Date d'arrêté : 2020/12/31 D : BG0 P : A D : BG0 N.S. : F : 01/001 M : 1 (en Francs CFA)				
Code	LIBELLES	Montant brut	Amortissements/ Provisions	Montants nets
	ACTIFS			
B02	Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	1 918 729 774	26 669 214	1 892 060 560
B2D	Crédits à court terme	1 846 466 445	0	1 846 466 445
B30	Crédits à moyen terme	22 957 550	0	22 957 550
B40	Crédits à long terme	0	0	0
B70	Crédits en souffrance	49 305 779	26 669 214	22 636 565
D50	Crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
D51	Crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
D52	Location avec option d'achat	0	0	0
D53	Location-vente	0	0	0
D70	Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
	PASSIF	517 658 343	0	517 658 343
G02	Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients	517 658 343	0	517 658 343
G10	Comptes ordinaires créditeurs	517 658 343	0	517 658 343
G15	Dépôts à terme reçus	0	0	0
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0
G60	Emprunts	0	0	0
G70	Autres sommes dues	0	0	0

Ils témoignent



RECIT DE VIE DE M. AKLESSO BOBOZE, CULTIVATEUR A AGADJI (Amou)

Je m'appelle **Aklesso BOBOZE**, je suis producteur à Agadji et membre du groupe Mivakpo de Assilassimé.

J'ai reçu seulement un crédit à la dernière campagne agricole. Avec ce crédit, j'ai produit du maïs, du haricot et surtout du riz.

Avant de participer à l'atelier de formation organisé par Assilassimé sur les pratiques agricoles écologiques, j'utilisais beaucoup les engrais chimiques dans mes exploitations. Non seulement ces engrais nous coûtent très chers, en plus ils détruisent nos sols.

Nous avons appris la pratique de la fabrication de l'engrais organique appelé "**Bokachi**". Tout ce qu'on a utilisé pour cette fabrication sont pour la plupart des déchets disponibles autour de nous qu'on rejetait sans connaître leur utilité : farine de charbon, son de riz, tourteaux de riz, bouse de vaches, fientes de volailles, terre argileuse, l'eau etc...

Avec cet engrais que moi-même je vais fabriquer, je compte redonner vie à mon champ qui était "mort". ***A partir de ce jour, j'ai résolu de ne plus mettre de l'engrais chimique dans mon champ, même si on me donne cadeau ! Avec le bokachi, je dépense moins et mon sol va être restaurée pour un meilleur rendement. Je ne connais pas celui qui a créé Assilassimé, mais l'idée que dieu lui a donnée pour venir nous former chez nous et nous aider comme ceci, je le remercie beaucoup et moi je serais "main dans la main" avec Assilassimé jusqu'à la fin de ma vie !***



Salim : « transformation du souchet »

"Avec Assilassimé, ma production a doublé, de même que mes clients et mes bénéficiaires"

Salim est un jeune entrepreneur ; il a initié avec l'aide de ses 4 associés, une entreprise de transformation de souchet.

Après avoir longtemps peiné pour développer leur unité de production de diverses farines, par manque de moyens pour s'approvisionner en matière première et aussi pour mieux faire connaître leurs produits à un plus grand public, Salim a été retenu pour le nouveau crédit baptisé « Jeunes Entrepreneurs » mis en place par Assilassimé pour accompagner les porteurs de projets de l'association **MIAWODO**.

Grâce au crédit « Jeunes entrepreneurs » dont j'ai bénéficié depuis juillet 2020, j'ai augmenté mon stock d'intrants que sont le souchet et autres céréales locales, de la banane plantain et du gingembre. J'ai réaménagé le local de production et amélioré la qualité des emballages ; ce qui donne aujourd'hui une meilleure présentation de nos produits. Pour couronner le tout, mon unité a reçu le certificat de l'ITRA (Institut Togolais de Recherche Agronomique) attestant la qualité conforme aux normes des produits. Ce certificat donne ainsi le quitus pour l'exportation de mes productions.

